

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

**MEMORIAL**

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 200**22 avril 1997****SOMMAIRE**

AGILUX S.A., Agilux Inversiones, Barcelone page 9571	Luxant I S.A., Luxembourg 9557
Agripina S.A. Holding, Luxembourg 9599	Luxant II S.A., Luxembourg 9557
Antinori International S.A., Luxembourg 9588	Luxant III S.A., Luxembourg 9557
Boston International Fund I, Sicav, Luxembourg . . 9595	Luxant IV S.A., Luxembourg 9558
Boston International Fund II, Sicav, Luxembourg . . 9595	Marketing et Finance S.A., Luxembourg 9558
Bra Portfolio, Sicav, Luxembourg 9594	Marks & Spencer (Luxembourg), S.à r.l., Luxembg 9558
(La) Brasserie de la Mer, S.à r.l., Luxembourg 9556, 9557	Matru S.A., Luxembourg 9559
Cifco S.A., Luxembourg 9596	Mecdivest S.A., Luxembourg 9600
Citiselect Portfolios 9586	Meespierson M*A*R*S Advisory Company (Luxem- bourg) S.A., Luxembourg 9560, 9561
Commerzbank 9593	Nestor S.A., Luxembourg-Kirchberg 9599
Compagnie Financière de Wintger S.A., Luxembg 9597	N.I.T. Global Umbrella Fund, Fonds Commun de Placement 9579
Dherco S.A., Luxembourg 9599	Nomura Advisory Company S.A., Luxembourg . . . 9593
Dubai Group Inc. S.A., Luxembourg 9596	Pafico S.A., Luxembourg 9593
Edifinvest Holding S.A., Luxembourg 9598	P and E Holding Company S.A., Luxembourg 9600
Ellena S.A., Diekirch 9597	Particle Data Europe, S.à r.l., Findel 9592
Gecarim S.A., Luxembourg 9554, 9555	Partilimmob International S.A. 9594
Global One Communications S.A., Hesperange . . . 9554	Plaetis S.A., Luxembourg 9553
Hera S.A., Luxembourg 9554	Reinvest S.A., Luxembourg 9596
Ik & Mukke Holding S.A., Luxembourg 9587, 9588	Restaurant Tetelbiërg, S.à r.l., Differdange 9593
Immo Dek S.A., Steinfort 9570	RMF Umbrella, Sicav, Luxembourg 9597
Interausschuss S.A., Luxembourg 9554	Thira S.A.H., Luxembourg 9596
Inter Multi Investment, Sicav, Luxembourg 9598	Tilsit S.A., Luxembourg 9599
Jandia Westerland S.A., Luxembourg 9600	Unipatent Holding S.A. 9595
Jece, S.à r.l., Steinsel 9555	Vasar S.A., Luxembourg 9565
Kühne & Nagel Spedition, GmbH, Luxembourg . . . 9555	Vitorin Holding S.A., Luxembourg 9561
Larsel-Perpète, S.à r.l., Mersch 9556	Westbra S.A., Luxembourg 9574
Lavoni Holding S.A., Luxembourg 9598	
Lifetime Immobilière S.A., Luxembourg 9556	

PLAETIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11C, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 23.209.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 16 janvier 1997, vol. 305, fol. 32, case 11/1 - 11/2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

T. Glaesener
Gérant

GLOBAL ONE COMMUNICATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Hesperange.
R. C. Luxembourg B 41.759.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 1997.

F. Baden.

(04209/200/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

HERA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 50.790.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 22 janvier 1997, vol. 488, fol. 95, case 3, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(04211/674/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

INTERAUSSCHUSS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, val Fleuri.
R. C. Luxembourg B 49.318.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 1997, vol. 488, fol. 101, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Par ailleurs, il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 30 décembre 1996, que Monsieur Frank Bauler, Directeur, demeurant 25, rue du Vieux Marché, L-9519 Vianden, a été élu Administrateur en remplacement de Monsieur Bruno Beernaerts, démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Signature.

(04219/727/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

GECARIM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1626 Luxembourg, 2, rue des Girondins.
R. C. Luxembourg B 44.481.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le vingt-huit mars.

Par-devant Maître Alphonse Lentz, notaire de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société GECARIM S.A., établie et ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire Réginald Neuman, de résidence à Luxembourg le 14 juillet 1993, publié au Mémorial C numéro 451 du 4 octobre 1993.

L'assemblée est présidée par Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant à Rumelange.

Le Président désigne comme secrétaire, Madame Véronique Bocca, employée privée, demeurant à B-Athus.

L'assemblée élit comme scrutateur, Mademoiselle Carol Deltenre, employée privée, demeurant à B-Arlon.

Le Président déclare et requiert le notaire d'acter:

I. Que l'ensemble du capital social de la société étant présent ou représenté, les actionnaires renoncent à la notification prévue par la loi.

II. Que les actionnaires, leurs mandataires et le nombre de leurs actions figurent sur la liste de présence signée par les représentants des actionnaires et par le bureau de l'assemblée et qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement. Les procurations des actionnaires représentés, paraphées ne varietur par les parties comparantes resteront également annexées au présent acte.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

- Réduction du capital social souscrit à concurrence de FRF 500.000,- (cinq cent mille francs français), en vue de le ramener de son montant actuel de FRF 1.000.000,- (un million de francs français) à FRF 500.000,- (cinq cent mille francs français) par annulation de cinquante (50) actions remboursables aux actionnaires actuels, de sorte qu'ils détiendront désormais la moitié du nombre des actions actuellement tenues par eux.

- Modification subséquente de l'article 5, paragraphe 1^{er} des statuts pour l'adapter à la nouvelle situation du capital social.

IV. Que la présente assemblée, représentant la totalité des actions, est régulièrement constituée et pourra valablement délibérer sur l'ordre du jour précité.

Après délibération, l'assemblée prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social par remboursement, proportionné à leur participation actuelle, aux actionnaires en ramenant le capital social de son montant actuel d'un million de francs français (1.000.000,- FRF) au montant de cinq cent mille francs français (500.000,- FRF), et par réduction du nombre des actions pour les ramener de cent actions (100) à cinquante (50) actions avec une valeur nominale de dix mille francs français (10.000,- FRF).

L'assemblée décide que les cent actions (100) anciennes seront détruites et remplacées par cinquante actions (50) nouvelles à attribuer aux actionnaires existants proportionnellement à leur participation actuelle, de sorte qu'ils détiendront désormais la moitié du nombre des actions actuellement tenues par eux.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration en vue du remboursement à effectuer aux actionnaires, avec indication toutefois que les paiements ne peuvent être opérés qu'après expiration des délais prévus à l'article 69 de la loi sur les sociétés commerciales.

Deuxième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, les associés confèrent à l'article 5, alinéa 1^{er} des statuts la teneur suivante:

«**Art. 5. Premier alinéa.** Le capital social est fixé à cinq cent mille francs français (500.000,- FRF), représenté par cinquante actions (50) d'une valeur nominale de dix mille francs français (10.000,- FRF) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: E. Vanderkerken, V. Bocca, C. Deltenre, A. Lentz.

Enregistré à Remich, le 3 avril 1997, vol. 459, fol. 82, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): P. Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 10 avril 1997.

A. Lentz.

(13282/221/58) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 1997.

GECARIM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1626 Luxembourg, 2, rue des Girondins.

R. C. Luxembourg B 44.481.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 10 avril 1997.

A. Lentz.

(13283/221/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 1997.

JECE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7333 Steinsel, 50, rue des Près.

R. C. Luxembourg B 53.814.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Echternach, le 16 janvier 1997, vol. 131, fol. 1, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 23 janvier 1997.

Signature.

(04220/551/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

JECE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7333 Steinsel, 50, rue des Près.

R. C. Luxembourg B 53.814.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Echternach, le 16 janvier 1997, vol. 131, fol. 1, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 23 janvier 1997.

Signature.

(04221/551/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

KÜHNE & NAGEL SPEDITION, G.m.b.H., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Siège social: Luxembourg, 7, rue de Bitbourg.

R. C. Luxembourg B 9.085.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995 tels qu'approuvés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires et enregistrés à Luxembourg, le 22 janvier 1997, vol. 488, fol. 90, case 11, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour KÜHNE & NAGEL SPEDITION, G.m.b.H.

Signature

(04222/267/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

LARSEL-PERPETE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7560 Mersch, Centre Marsica.
R. C. Luxembourg B 19.023.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Mersch, le 22 janvier 1997, vol. 122, fol. 63, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 1997.

Signatures.

(04225/616/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

LIFETIME IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 11, rue Pierre d'Aspelt.
R. C. Luxembourg B 32.259.

Prolongation des mandats d'Administrateurs

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 2 juin 1995 approuvant les comptes au 31 décembre 1994, le point 4. de l'ordre du jour a décidé de la prolongation des mandats d'Administrateurs de Monsieur Emile Wirtz et de Monsieur Georg Garcon pour une période de 6 ans comme cela est prévu par les statuts.

Le procès-verbal de l'Assemblée a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 1995.

Luxembourg, le 22 janvier 1997.

LIFETIME IMMOBILIERE S.A.
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 22 janvier 1997, vol. 488, fol. 95, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(04226/567/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

LA BRASSERIE DE LA MER, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 20.560.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1. TRANSATLANTIC EQUITY, société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg,
2. Monsieur Pierre Bousch, spécialiste en poissons frais, demeurant à Luxembourg, les deux ici représentés par Monsieur Paul Marx, docteur en droit, demeurant à Esch-sur-Alzette, en vertu de deux procurations sous seing privé données à Luxembourg, les 6 et 13 décembre 1996.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, en leur qualités de seuls associés de la société LA BRASSERIE DE LA MER, société à responsabilité limitée avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte du notaire soussigné, alors de résidence à Mersch, en date du 27 juin 1983, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 219 du 31 août 1983, dont les statuts ont été modifiés suivant acte du notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 11 octobre 1983, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 344 du 25 novembre 1983,

ont déclaré se réunir en assemblée générale extraordinaire de la société, à laquelle ils se reconnaissent par ailleurs dûment convoqués, et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de modifier l'article 5 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5. Durée.** La société est constituée pour une durée illimitée.»

Deuxième résolution

Les associés décident de modifier le deuxième alinéa de l'article 8 I. des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 8. I. Cessions 2^{ème} alinéa.** La cession n'est opposable à la société et aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du Code civil.»

Troisième résolution

Les associés décident de modifier le premier alinéa de l'article 15 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 15. 1^{er} alinéa.** Les modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.»

Quatrième résolution

Les associés décident de modifier l'article 17 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 17.** Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence à courir le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Par exception, l'exercice ayant commencé le 1^{er} avril 1996 finira le 31 décembre 1996.»

Cinquième résolution

Les associés décident de modifier le 2^{ème} alinéa de l'article 18 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:
 «**Art. 18. 2^{ème} alinéa.** La gérance établit les comptes annuels.»

Sixième résolution

Les associés décident de supprimer les mots «A l'expiration de la société ou» à l'article 19 des statuts.
 Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.
 Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.
 Signé: P. Marx, G. Lecuit.
 Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 1996, vol. 95S, fol. 73, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 janvier 1997.

G. Lecuit.

(04223/220/55) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

LA BRASSERIE DE LA MER, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
 R. C. Luxembourg B 20.560.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 janvier 1997.

G. Lecuit.

(04224/220/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

LUXANT I S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
 R. C. Luxembourg B 26.990.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 22 janvier 1997, vol. 488, fol. 92, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 1997.

Pour LUXANT I S.A., Société Anonyme
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
 Société Anonyme

S. Wallers P. Frédéric

(04227/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

LUXANT II S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
 R. C. Luxembourg B 26.991.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 22 janvier 1997, vol. 488, fol. 92, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 1997.

Pour LUXANT II S.A., Société Anonyme
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
 Société Anonyme

S. Wallers P. Frédéric

(04228/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

LUXANT III S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
 R. C. Luxembourg B 26.992.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 22 janvier 1997, vol. 488, fol. 92, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 1997.

Pour LUXANT III S.A., Société Anonyme
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
 Société Anonyme

S. Wallers P. Frédéric

(04229/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

LUXANT IV S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 26.993.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 22 janvier 1997, vol. 488, fol. 92, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 1997.

Pour LUXANT IV S.A., Société Anonyme
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
S. Wallers P. Frédéric

(04230/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

MARKS & SPENCER (Luxembourg), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 16 janvier 1997, vol. 488, fol. 72, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 1997.

Pour MARKS & SPENCER (LUXEMBOURG), S.à r.l.
KPMG TAX CONSULTING
J. Linon
Manager

(04232/671/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

MARKETING ET FINANCE S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 42.553.

Assemblée générale extraordinaire du 23 décembre 1996

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt trois décembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Dudelange (Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MARKETING ET FINANCE S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 42.553, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 31 décembre 1992, publié au Mémorial C n° 143 du 2 avril 1993, modifié par le même notaire en date du 31 décembre 1992, publié au Mémorial C, n° 199 du 3 mai 1993, modifié par le même notaire en date du 12 mars 1993, publié au Mémorial C, n° 267 du 4 juin 1993.

L'assemblée est présidée par Maître Victor Elvinger, avocat, demeurant à Luxembourg.

Monsieur le président désigne comme secrétaire, Maître Catherine Dessoy, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Maître Edouard de Fierlant Dormer, avocat, demeurant à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présente acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Monsieur le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1.- Décision de prononcer la dissolution anticipée de la société et de procéder à sa mise en liquidation;
- 2.- Désignation d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs;
- 3.- Nomination d'un commissaire à la liquidation;
- 4.- Divers.

B) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour, et après en avoir délibéré, elle a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée nomme liquidateurs:

Maître Victor Elvinger et Maître Catherine Dessoy, avocats, demeurant à Luxembourg.

Les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Ils peuvent dispenser le Conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Les liquidateurs sont dispensés de dresser un inventaire et peuvent se référer aux écritures de la société.

Ils peuvent, sous leur responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de leurs pouvoirs qu'ils déterminent et pour la durée qu'ils fixeront.

Troisième résolution

L'assemblée nomme commissaire à la liquidation:

la FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG, société civile, établie à Luxembourg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: V. Elvinger, C. Dessoy, E. de Fierlant Dormer, J. Elvinger.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 30 décembre 1997, vol. 825, fol. 58, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 23 janvier 1997.

J. Elvinger.

(04231/211/66) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

MATRU S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-quatre décembre.

Par-devant Maître Norbert Muller, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding, établie à L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet, sous la dénomination de MATRU SA,

constituée en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Bascharage, en date du 14 janvier 1975, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, numéro 50, du 18 mars 1975;

modifiée en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 15 décembre 1978, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, numéro 89, du 25 avril 1979;

modifiée en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 27 décembre 1984, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, numéro 54, du 22 février 1985;

modifiée en vertu d'un acte reçu par le prédit notaire instrumentant, en date du 14 mars 1989, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, numéro 189, du 10 juillet 1989;

et modifiée en vertu d'un acte reçu par le prédit notaire instrumentant, en date du 13 décembre 1989, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, numéro 198, du 15 juin 1990.

L'assemblée est ouverte à neuf heures, sous la présidence de Monsieur Gerben W A Waedenier, demeurant à Senningerberg, qui désigne comme secrétaire, Monsieur Koenraad Van Baren, employé privé, demeurant à Mamer.

Il est appelé aux fonctions de scrutateur par l'assemblée, Monsieur Francis Biot, employé privé, demeurant à Reisdorf. Tous ici présents et déclarant accepter leurs fonctions.

Monsieur le Président expose que la présente assemblée a pour:

Ordre du jour:

- 1.- Modification de la durée de la société.
- 2.- Modification de l'article 4 des statuts.
- 3.- Augmentation du capital social de 2.000.000 de Florins hollandais.
- 4.- Et la modification de l'article cinq des statuts concernant le capital social.

Que tous les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par eux figurent sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire et le scrutateur, les actionnaires présents ou représentés et le notaire soussigné. La liste de présence, après avoir été signée ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise aux formalités d'enregistrement.

Qu'il appert de la prédite liste de présence que les trente mille actions (32.000) sont représentées à l'assemblée générale extraordinaire, qui peut décider valablement sans convocation préalable sur les points figurant à l'ordre du jour, tous les actionnaires, présents ou représentés ayant consenti à se réunir sans autres formalités.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président expose à l'assemblée les motifs et circonstances qui ont amené le conseil d'administration à soumettre à l'agrément des actionnaires l'ordre du jour sus relaté.

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire de la prédite société, à l'unanimité des voix, décide de modifier la durée de la société qui était de trente ans et de lui donner une durée illimitée à compter de ce jour.

Deuxième résolution

En conséquence de qui précède, l'assemblée générale extraordinaire de la prédite société, à l'unanimité des voix, décide de modifier l'article 4 des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a une durée illimitée, prenant cours à la date de ce jour.»

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire de la prédite société décide d'augmenter le capital social de deux millions (2.000.000,-) de Florins Hollandais, pour le porter de son montant actuel d'un million six cent mille (1.600.000,-) Florins Hollandais à trois millions six cent mille (3.600.000,-) Florins Hollandais, par la création et l'émission de quarante mille (40.000) actions nouvelles de cinquante (50) Florins Hollandais chacune, par incorporation des réserves existantes, à concurrence de la prédite somme et comprises dans le bilan arrêté au 31 décembre 1995 certifié conforme par deux administrateurs lequel bilan, après avoir été signé ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte, avec lequel il sera formalisé.

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants a été respecté et il n'y pas de rompus.

Quatrième résolution

En conséquence de la résolution qui précède et de la réalisation de l'augmentation de capital dont s'agit, l'assemblée générale extraordinaire de la prédite société décide de donner à l'article 5 des statuts, la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à trois millions six cent mille (3.600.000,-) Florins Hollandais, représenté par soixante douze mille (72.000) actions, d'une valeur nominale de cinquante (50) Florins Hollandais chacune, entièrement libérées.»

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, Monsieur le Président prononce la clôture de l'assemblée à onze heures.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge en raison de la présente modification des statuts, s'élève approximativement à la somme de quatre cent mille francs (400.000,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Kirchberg, date qu'en tête des présentes. Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec lui le présent acte.

Signé: W A Wardenier, K. Van Baren, F. Biot, N. Muller.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 30 décembre 1997, vol. 830, fol. 22, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour copie conforme, délivrée sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 22 janvier 1997.

N. Muller.

(04233/224/78) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

**MEESPIERSON M*A*R*S ADVISORY COMPANY (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme,
(anc. MEESPIERSON M*A*R*S ADVISORY (LUXEMBOURG) S.A.).**

Siège social: Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R. C. Luxembourg B 57.235.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le trente décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en remplacement de Maître Camille Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, actuellement empêché, lequel aura la garde de la présente minute.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MEESPIERSON M*A*R*S ADVISORY (LUXEMBOURG) S.A., ayant son siège social à L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans, inscription R.C. Luxembourg section B en cours, constituée suivant acte reçu le 10 décembre 1996, en voie de publication au Mémorial C.

L'assemblée est présidée par Monsieur Patrick Van Hees, licencié en notariat, demeurant à Messancy, Belgique.

Le président désigne comme secrétaire, Monsieur Hubert Janssen, licencié en droit, demeurant à Torgny-Rouvroy, Belgique.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant à Echternach.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Qu'il ressort de la liste de présence que les 3.000 (trois mille) actions, représentant l'intégralité du capital social, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Changement de la dénomination de la société en MEESPIERSON M*A*R*S ADVISORY COMPANY (LUXEMBOURG) S.A.

2. Modification afférente de l'article premier des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société en MEESPIERSON M*A*R*S ADVISORY COMPANY (LUXEMBOURG) S.A.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier article des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Version française:

«**Art. 1.** Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme holding luxembourgeoise dénommée MEESPIERSON M*A*R*S ADVISORY COMPANY (LUXEMBOURG) S.A.»

Version anglaise:

«**Art. 1.** Between those present this day and all persons who will become owners of the shares mentioned hereafter, a Luxembourg Holding S.A. is hereby formed under the title MEESPIERSON M*A*R*S ADVISORY COMPANY (LUXEMBOURG) S.A.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: P. Van Hees, A. Thill, H. Janssen, J-J. Wagner.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 1997, vol. 95S, fol. 92, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 1997.

C. Hellinckx.

(04234/215/55) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

**MEESPIERSON M*A*R*S ADVISORY COMPANY (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme,
(anc. MEESPIERSON M*A*R*S ADVISORY (LUXEMBOURG) S.A.).**

Siège social: Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R. C. Luxembourg B 57.235.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 1997.

Signature

Pour le notaire

(04235/215/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

VITORIN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-six, on the thirtieth of December.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, in place of Maître Camille Hellinckx, notary public residing in Luxembourg, actually prevented, who will guard the original of the present deed.

There appeared:

1. WATERSIDE FINANCIAL LTD, incorporated under British Virgin Islands Law and having its registered office at Skelton Building, Road Town Tortola, Main Street, P.O. Box 3136, British Virgin Islands;

2. Mr Gérard Becquer, réviseur d'entreprises, residing in L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert.

Both of them hereby represented by virtue of proxies given under private seal by Mrs Sandrine de Landtsheer, employee, residing in Luxembourg.

The party sub 1 acting as founder and the party sub 2 acting as subscriber of the company.

The aforesaid proxies, being initialled ne varietur by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their hereabove stated capacities, have requested the notary to draw up the following Articles of Incorporation of a société anonyme which they declared to organize among themselves.

Art. 1. Between those present this day and all persons who will become owners of the shares mentioned hereafter, a Luxembourg S.A. is hereby formed under the title VITORIN HOLDING S.A.

Art. 2. The Company is established for an unlimited period from the date thereof. The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. The Registered Office of the Company is in Luxembourg.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the Registered Office of the Company, the Registered Office of the Company may be transferred by decision of the Board of Directors to any other locality of the Grand Duchy of Luxembourg and even abroad, and until such time as the situation becomes normalised.

Art. 4. The Company's purpose is to take participations, in any form whatever, in other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose, however within the bounds laid down by the Act of July 31, 1929 on Holding Companies.

Art. 5. The subscribed capital is set at USD 41,500.- (forty-one thousand and five hundred US Dollars), represented by 415 (four hundred and fifteen) shares with a nominal value of USD 100.- (one hundred US Dollars) each, carrying one voting right in the general assembly.

All the shares are in bearer or nominative form.

The authorized capital is fixed at USD 300,000.- (three hundred thousand US Dollars), represented by 3,000 (three thousand) shares with a nominal value of USD 100.- (one hundred US Dollars) each.

The authorized and the subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Furthermore, the Board of Directors is authorized, during a period of five years after the date of publication of these Articles of Incorporation, to increase from time to time the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. These increases of capital may be subscribed to and shares issued with or without issue premium and paid up by contribution in kind or cash, by incorporation of claims in any other way to be determined by the Board of Directors. The Board of Directors is specifically authorized to proceed to such issues without reserving for the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

Each time the Board of Directors shall act to render effective an increase of the subscribed capital, the present article shall be considered as automatically amended in order to reflect the result of such action.

The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the bounds laid down by the law.

Art. 6. The Company is administered by a Board comprising at least three members, which elect a president among themselves. Their mandate may not exceed six years.

Art. 7. The Board of Directors possesses the widest powers to manage the business of the Company and to take all actions of disposal and administration which are in line with the object of the Company, and anything which is not a matter for the General Meeting in accordance with the present Articles or governed by law, comes within its competence. In particular, it can arbitrate, agree to compromise, grant waivers and grant replevins with or without payment.

The Board of Directors is authorized to proceed to the payment of a provision of dividend within the bounds laid down by the law.

The Board of Directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management of the Company's business, either to one or more Directors, or, as holders of a general or special proxy, to third persons who do not have to be shareholders of the Company.

All acts binding the Company must be signed by two Directors or by an officer duly authorized by the Board of Directors.

Art. 8. Legal action, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the Company by one member of the Board of Directors, or by the person delegated to this office.

Art. 9. The Company's operations are supervised by one or more auditors. Their mandate may not exceed six years.

Art. 10. The Company's business year begins on January 1st and closes on December 31st.

Art. 11. The annual General Meeting is held on the third Tuesday in the month of May at 11.00 a.m. at the Company's Registered Office, or at another place to be specified in the convening notices. If such day is a legal holiday, the General Meeting will be held on the next following business day.

Art. 12. Any shareholder will be entitled to vote in person or through a proxy, who need not be a shareholder himself.

Art. 13. The General Assembly has the widest powers to take or ratify any action concerning the Company. It decides how the net profit is allocated and distributed.

Art. 14. For any points not covered by the present articles, the parties refer to the provisions of the Act of August 10, 1915 and of the modifying Acts.

Subscription

The capital has been subscribed to as follows:

1. WATERSIDE FINANCIAL LTD, prenamed, four hundred and fourteen shares	414
2. Mr Gérard Becquer, prenamed, one share	1
Total: four hundred and fifteen shares	415

All these shares have been paid up in cash to the extent of 100 % (one hundred per cent), and therefore the amount of USD 41,500.- (forty-one thousand and five hundred US Dollars) is as now at the disposal of the Company VITORIN HOLDING S.A., proof of which has been duly given to the notary.

Statement

The notary declares that he has checked the existence of the conditions listed in Article 26 of the commercial companies act and states explicitly that these conditions are fulfilled.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatever, to be borne by the Company, or charged to it for its formation, amounts to about sixty-five thousand Luxembourg francs.

Transitory measure

Exceptionally the first business year will begin today and close on December 31, 1997.

Extraordinary general meeting

The parties appearing, representing the totality of the capital and considering themselves as duly convoked, declare that they are meeting in an extraordinary general meeting and take unanimously the following resolutions:

First resolution

The number of Directors is set at three and that of the auditors at one.

The following are appointed Directors:

1. Mr Gérard Becquer, réviseur d'entreprises, residing in L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert;
2. Mr Charalambos Zavallis, employee, residing at 9A Phalirou Street, Pallouriotissa, CY-1046, Nicosia, Cyprus;
3. Mrs Stella Raouna, employee, residing at Iacovides Street, Strovolos, CY-2045, Nicosia, Cyprus.

Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders which will approve the financial statements at December 31, 1997.

Second resolution

Is elected as auditor: COOPERS & LYBRAND, société civile, having its registered office at L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert.

Its term of office will expire after the annual meeting of shareholders Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders which will approve the financial statements at December 31, 1997.

Third resolution

The address of the Company is fixed at L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert.

The Board of Directors is authorized to change the address of the Company inside the municipality of the Company's corporate seat.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le trente décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en remplacement de Maître Camille Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, actuellement empêché, lequel aura la garde de la présente minute.

Ont comparu:

1. WATERSIDE FINANCIAL LTD, société de droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Skelton Building, Road Town Tortola, Main Street, P.O. Box 3136, Iles Vierges Britanniques;

2. Monsieur Gérard Becquer, réviseur d'entreprises, demeurant à L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert.

Tous deux sont ici représentés en vertu de procurations sous seing privé par Madame Sandrine de Landtsheer, employée privée, demeurant à Luxembourg.

Le comparant sub 1 agissant comme fondateur et le comparant sub 2 agissant comme souscripteur de la société.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants, agissant ès dites qualités, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme luxembourgeoise, dénommée VITORIN HOLDING S.A.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour. Elle peut être dissoute à tout moment par une décision des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour un changement des statuts.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feront obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seront imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière

et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, autorisées par et rentrant dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à USD 41.500,- (quarante et un mille cinq cents dollars US), représenté par 415 (quatre cent quinze) actions de USD 100,- (cent dollars US) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Toutes les actions sont nominatives ou au porteur.

Le capital autorisé est fixé à USD 300.000,- (trois cent mille dollars US), qui sera représenté par 3.000 (trois mille) actions de USD 100,- (mille dollars US) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication des présents statuts, autorisé à augmenter le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission et libérées par apport en nature ou en numéraire, par compensation avec des créances ou de toute autre manière à déterminer par le conseil d'administration et notamment par la conversion en actions d'obligations qui seraient émises par le conseil d'administration conformément à l'article huit des présents statuts. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président en son sein. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six ans.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment accepter des compromis, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième mardi du mois de mai à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. Pour tous points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

1. WATERSIDE FINANCIAL, prédésignée, quatre cent quatorze actions	414
2. Gérard Becquer, prénommé, une action	1
Total: quatre cent quinze actions	415

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées par des versements en numéraire à concurrence de 100 % (cent pour cent), de sorte que la somme de USD 41.500,- (quarante et un mille cinq cents dollars US) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Disposition transitoire

Exceptionnellement, le premier exercice social commencera ce jour et se terminera le 31 décembre 1997.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ soixante-cinq mille francs luxembourgeois.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et, à l'unanimité, ils ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

Sont nommés aux fonctions d'administrateur:

1. Monsieur Gérard Becquer, réviseur d'entreprises, demeurant à L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert;
2. Monsieur Charalambos Zavallis, employé, demeurant au 9A, Phalirou Street, Pallouriotissa, CY-1046 Nicosie, Chypre;
3. Madame Stella Raouna, employée, demeurant à Iacovides Street, Strovolos, CY-2045 Nicosie, Chypre.

La durée de leur mandat expirera lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes annuels au 31 décembre 1997.

Deuxième résolution

COOPERS & LYBRAND, société civile, ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert, est nommée commissaire.

La durée de son mandat expirera lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes annuels au 31 décembre 1997.

Troisième résolution

L'adresse de la société est fixée à L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis, d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, elle a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: S. de Landtsheer, J. Wagner.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 1997, vol. 95S, fol. 94, case 1. – Reçu 13.313 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 1997.

C. Hellinckx.

(04137/215/273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

VASAR S.A., Aktiengesellschaft.

Registered office: L-1820 Luxembourg, 10, rue A. Jans.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-six, on the twenty-third of December.

Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Hesperange.

There appeared:

1. MEESPIERSON TRUST (LUXEMBOURG), S.A., having its registered office in Luxembourg, here represented by:

- a) Mr Hans de Graaf, managing director, residing in Mamer,
 - b) Mr Maarten Van de Vaart, senior account manager, residing in Steinsel, acting in their capacities as director and proxy holder;
2. Mr Hans de Graaf, prenamed, acting in his personal name.

Such appearing parties, acting in the hereabove stated capacities, have drawn up the following articles of a joint stock company which they intend to organize among themselves.

Name - Registered offices - Duration - Object - Capital

Art. 1. Between the above-mentioned persons and all those that may become owners of the shares created hereafter, a joint stock company is herewith organised under the name of VASAR S.A.

Art. 2. The registered offices are in Luxembourg City.

The company may establish branch offices, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered offices by a simple decision of the board of directors.

If extraordinary events either political, economical or social that might create an obstacle to the normal activities at the registered offices or to easy communications of these offices with foreign countries should arise or be imminent, the registered offices may be transferred to another country till the complete cessation of these abnormal circumstances. This measure, however, shall not affect the nationality of the company, which will keep its Luxembourg nationality, notwithstanding the provisional transfer of its registered offices.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered offices and inform third persons.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The corporation may carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as to purchase or sell real estate or movable property.

The company may furthermore hold participations, in any form whatever, in any other Luxembourg or foreign company, acquire by way of investment, subscription and any other way whatever securities and patents, realize them by way of sale, exchange or otherwise, have developed these securities, patents and patentable proceedings.

The company may borrow and grant loans, with or without guarantees, participate in the creation and development of any enterprise and grant to it any support. In general, the company may take any measures regarding control, supervision and documentation and carry out any activities which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose, within the limits of the law of 10th of August 1915 on commercial companies and the amendments thereto.

Art. 5. The corporate capital is set at one million two hundred and fifty thousand Luxembourg francs (1,250,000.- LUF), represented by one thousand two hundred and fifty (1,250) shares with a par value of one thousand Luxembourg francs (1,000.- LUF) each.

The authorized capital of the corporation is fixed at twenty-five million Luxembourg francs (25,000,000.- LUF) to be divided into twenty-five thousand (25,000) shares with a par value of one thousand Luxembourg francs (1,000.- LUF) each.

The authorized and subscribed capital of the corporation may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders, voting with the same quorum as for an amendment of the articles of incorporation.

The board of directors may, during a period of five years from the date of publication of the present articles increase the subscribed capital within the limits of the authorized capital. Such increase may be subscribed to and issued in the form of shares with or without an issue premium, as the board of directors shall determine.

The board of directors is specifically authorized to make such issues, without reserving for the then existing shareholders, a preferential right to subscribe to the shares to be issued. The board of directors may delegate to any duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase in the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article will be adapted to this modification.

Shares may be evidenced at the owner's option, in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

Shares may be issued in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

Management - Supervision

Art. 6. The company is administered by a board of not less than three officers, shareholders or not, who are appointed for a term which may not exceed six years by the General Meeting of shareholders and can be dismissed at any time.

If the post of a director elected by the General Meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally appoint a replacement. In the case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. The first chairman is appointed by the general meeting. In the case the chairman is unable to carry out his duties, he is replaced by the director designated to this effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions, if the majority of its members are present or represented, proxies between directors being permitted with the restriction that every director can represent only one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, cable, telex or telefax, confirmed by letter.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

Art. 8. All decisions by the board shall require an absolute majority. In case of an equality of votes, the chairman of the meeting carries the decision.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

The copies or extracts shall be certified true by one director or by a proxy.

Art. 10. Full and exclusive powers for the administration and management of the company are vested in the board of directors, which alone is competent to determine all matters not reserved for the general meeting by law or by the present articles.

Art. 11. The board of directors may delegate the daily management to directors or to third persons who need not be shareholders of the company. Delegation of daily management to a member of the board is subject to previous authorization by the general meeting of shareholders.

Art. 12. Towards third parties the company is in all circumstances committed by the joint signatures of two directors or by the single signature of a delegate of the board acting within the limits of his powers. In their current relations with the public administrations, the company is validly represented by one director, whose signature legally commits the company.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, who are appointed by the general meeting which fixes their number and their remuneration.

The duration of the term of office of an auditor is fixed by the general meeting. It may not, however, exceed six years.

General meeting

Art. 14. The general meeting represents the whole body of the shareholders. It has the most extensive powers to decide of the affairs of the company. The convening notices are made in the form and delay prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting is held in the commune of the registered offices at the place specified in the notice convening the meeting on the third Tuesday of June in each year, at 2.00 p.m. and for the first time in 1998.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The directors or the auditors may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the request of shareholders representing one fifth of the company's capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January 1st and ends on December 31st. The first business year begins today and ends on December 31st, 1997.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal prescriptions.

It submits these documents with a report of the company's operations one month at least before the Statutory General Meeting to the statutory auditors.

Art. 19. After deduction of general expenses and all charges, the balance represents the net profit of the company. Five per cent of this net profit shall be allocated to the legal reserve fund. Such deduction will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten per cent of the share capital of the company.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Advances and dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the reimbursement of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical bodies, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 21. As regards the matters which are not specified in the present articles, the parties refer and submit to the provisions of the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies and to the laws modifying it.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions enumerated in article 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately sixty thousand Luxembourg francs (60,000.- LUF).

Subscription

The shares have been subscribed to as follows:

1. MEESPIERSON TRUST (Luxembourg) S.A., prenamed, one thousand two hundred and forty-nine shares	1.249
2. Mr Hans de Graaf, prenamed, one share	<u>1</u>
Total: one thousand two hundred and fifty shares	1.250

The subscribed capital has been entirely paid up in cash. The result is that as of now the company has at its disposal the sum of one million two hundred and fifty thousand Luxembourg francs (1,250,000.- LUF) as was certified to the notary executing this deed.

Extraordinary general meeting

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1) The registered office is established at L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
2) The following are appointed directors, their terms of office expiring after the annual general meeting of the shareholders of the year 2002.

- 1) Mr Hans de Graaf, prenamed;
 - 2) Mrs Juliette Lorang, director, residing in Neuhäusgen;
 - 3) Mr Maarten Van de Vaart, prenamed.
- 3) Has been appointed statutory auditor for the same period:
MEESPIERSON TRUST (LUXEMBOURG) S.A., prenamed.

The undersigned notary, who knows English, states that the present deed is worded in German, followed by an English version and in case of discrepancies between the German and the English text, the German version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Hesperingen, at the date named at the beginning.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung:

Im Jahre eintausendneuhundertsechundneunzig, am dreiundzwanzigsten Dezember.
Vor dem unterzeichneten Notar Gerard Lecuit, mit Amtswohnsitz in Hesperingen.

Sind erschienen:

1. MEESPIERSON TRUST (LUXEMBOURG) S.A., mit Gesellschaftssitz in Luxemburg, hier vertreten durch
 - a) Herrn Hans de Graaf, managing director, wohnhaft in Mamer;
 - b) Herr Maarten Van de Vaart, senior account manager, wohnhaft in Steinsel, handelnd in ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied respektive Bevollmächtigter;
2. Herr Hans de Graaf, vorgenannt, handelnd in eigenem Namen.

Welche Komparenten, namens wie sie handeln, den amtierenden Notar ersuchten, folgendes zu beurkunden:

Benennung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck - Kapital

Art. 1. Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung VASAR S.A. gegründet.

Art. 2. Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Grossherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Sitz der Gesellschaft an jede andere Adresse innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder auch dieses Sitzes mit dem Ausland durch aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese einstweilige Massnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die, unabhängig von dieser einstweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes, luxemburgisch bleibt.

Die Bekanntmachung von einer derartigen Verlegung hat durch die Organe zu erfolgen, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt sind.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbeschränkte Dauer errichtet.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft ist die Durchführung von jederlei geschäftlichen, gewerblichen sowie finanziellen Operationen, sowie der An- und Verkauf von beweglichen Gütern und Immobilien.

Die Gesellschaft hat weiterhin zum Zweck jedwede Beteiligung an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, den Erwerb mittels Kauf, Zeichnung oder sonstwie und die Veräusserung mittels Verkauf, Tausch oder sonstigen Rechtsgeschäften, von jeglichen Wertpapieren, sowie die Verwaltung und Auswertung des Wertpapiervermögens, welches sie besitzen wird, den Kauf, die Abtretung und die Verwertung von Patenten und patentierbaren Verfahren, welche mit jenen zusammenhängen.

Die Gesellschaft kann die Aufnahme und die Gewährung von Anleihen und Darlehen, mit oder ohne diesbezügliche Sicherheiten vornehmen; sie kann an der Gründung und Entwicklung jeglicher Unternehmen teilnehmen und ihnen jegliche Unterstützung bewilligen. Im allgemeinen kann die Gesellschaft alle Kontroll-, Überwachungs- und Dokumentierungsmassnahmen treffen und die Ausübung jedweder Tätigkeit zur Erfüllung und Förderung des Gesellschaftszweckes vornehmen, alles im Rahmen des Gesetzes vom 10. August 1915, über die Handelsgesellschaften, einschliesslich der Änderungsgesetze.

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (1.250.000,- LUF), eingeteilt in eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Aktien mit einem Nominalwert von eintausend Luxemburger Franken (1.000,- LUF).

Das genehmigte Kapital ist auf fünfundzwanzig Millionen Luxemburger Franken (25.000.000,- LUF) festgesetzt, eingeteilt in fünfundzwanzigtausend (25.000) Aktien mit einem Nennwert von je eintausend Luxemburger Franken (1.000,- LUF).

Das genehmigte und das gezeichnete Kapital der Gesellschaft können erhöht oder herabgesetzt werden durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welche wie bei einer Satzungsänderung entscheidet.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, während einer Dauer von fünf Jahren das gezeichnete Kapital innerhalb der Grenzen des genehmigten Kapitals zu erhöhen, ganz oder teilweise, durch die Ausgabe von zusätzlichen Aktien. Diese Kapitalerhöhungen können durchgeführt werden durch die Ausgabe und Zeichnung von Stamm- oder Vorzugsaktien, mit oder ohne Emmissionsprämie, so wie der Verwaltungsrat es beschliesst.

Der Verwaltungsrat ist insbesondere ermächtigt, solche Ausgaben vorzunehmen, ohne den früheren Aktionären ein Vorzugsrecht für die Zeichnung der auszubehenden Aktien vorzubehalten. Der Verwaltungsrat ist des weiteren ermächtigt, nach jeder durchgeführten Kapitalerhöhung dieselbe durch seinen Vorsitzenden oder einen Sonderbevollmächtigten rechtsgültig feststellen zu lassen und Artikel 5 der Gesellschaftssatzung entsprechend der Kapitalerhöhung abändern zu lassen.

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre.

Die Gesellschaft kann den Rückkauf ihrer eigenen Aktien nach den im Gesetz vorgesehenen Bedingungen vornehmen.

Verwaltung - Überwachung

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen, welche von der Generalversammlung für eine Dauer ernannt werden, die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Sie können von der Generalversammlung jederzeit abberufen werden.

Wird die Stelle eines Mitgliedes des Verwaltungsrates frei, so können die verbleibenden Mitglieder das frei gewordene Amt vorläufig besetzen. Die nachfolgende Hauptversammlung nimmt die endgültige Wahl vor.

Art. 7. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden. Der erste Vorsitzende wird von der Generalversammlung gewählt. Im Falle der Verhinderung des Vorsitzenden übernimmt das vom Verwaltungsrat bestimmte Mitglied dessen Aufgaben.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder auf Antrag von zwei Verwaltungsratsmitgliedern einberufen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, wobei ein Verwaltungsratsmitglied jeweils nur einen Kollegen vertreten kann.

Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Stimme auch schriftlich, fernschriftlich oder telegrafisch abgeben. Fernschreiben und Telegramme müssen schriftlich bestätigt werden.

Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Verwaltungsratssitzung gefasster Beschluss.

Art. 8. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit absoluter Stimmenmehrheit getroffen. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 9. Die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates werden von den in den Sitzungen anwesenden Mitgliedern unterschrieben.

Die Beglaubigung von Abzügen oder Auszügen erfolgt durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch einen Bevollmächtigten.

Art. 10. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten. Er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz und durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist.

Art. 11. Der Verwaltungsrat kann seinen Mitgliedern oder Dritten, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen, seine Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung übertragen. Die Übertragung an ein Mitglied des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Art. 12. Die Gesellschaft wird nach aussen verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die Einzelunterschrift eines im Rahmen der ihm erteilten Vollmachten handelnden Delegierten des Verwaltungsrates. Im laufenden Verkehr mit den Behörden wird die Gesellschaft durch die Unterschrift eines Mitgliedes des Verwaltungsrates rechtsgültig vertreten.

Art. 13. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere von der Generalversammlung ernannte Kommissare überwacht, die ihre Zahl und ihre Vergütungen festlegt.

Die Dauer der Amtszeit der Kommissare wird von der Generalversammlung festgelegt. Sie darf jedoch sechs Jahre nicht überschreiten.

Generalversammlung

Art. 14. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre. Sie hat die weitestgehenden Vollmachten, um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt gemäss den Bestimmungen des Gesetzes.

Art. 15. Die jährliche Generalversammlung tritt in der Stadt Luxemburg am dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen am dritten Dienstag des Monats Juni eines jeden Jahres um 14.00 Uhr und zum ersten Mal im Jahre 1998.

Falls der vorgenannte Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten darauffolgenden Werktag statt.

Art. 16. Der Verwaltungsrat oder der bzw. die Kommissare können eine ausserordentliche Generalversammlung einberufen. Sie muss einberufen werden, falls Aktionäre, die mindestens 20% des Gesellschaftskapitals vertreten, einen derartigen Antrag stellen.

Art. 17. Jede Aktie gibt ein Stimmrecht von einer Stimme.

Geschäftsjahr - Gewinnverteilung

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember eines jeden Jahres; das erste Geschäftsjahr endet am 31. Dezember 1997.

Der Verwaltungsrat erstellt die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Der Verwaltungsrat legt den Kommissaren die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung mit einem Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft spätestens einen Monat vor der Jahresgeneralversammlung vor.

Art. 19. Der Bilanzüberschuss stellt nach Abzug der Unkosten und Abschreibungen den Nettogewinn der Gesellschaft dar. Von diesem Gewinn sind fünf Prozent für die Bildung der gesetzlichen Rücklage zu verwenden; diese Verpflichtung wird aufgehoben, wenn die gesetzliche Rücklage zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Unter Beachtung der gesetzlichen Vorschriften kann der Verwaltungsrat Vorschussdividenden auszahlen.

Die Generalversammlung kann beschliessen, Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu benutzen, ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung.

Auflösung - Liquidation

Art. 20. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie bei Satzungsänderungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sind und die durch die Generalversammlung unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütung ernannt werden.

Allgemeine Bestimmung

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie auf die späteren Änderungen.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Schätzung der Gründungskosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr sechzigtausend Luxemburger Franken (60.000,- LUF).

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklären die Komparenten, handelnd wie vorstehend, die Aktien wie folgt zu zeichnen:

1. MEESPIERSON TRUST (LUXEMBOURG) S.A., vorgeannt, eintausendzweihundertneunundvierzig Aktien	1.249
2. Herr Hans de Graaf, vorgeannt, eine Aktie	1
Total: eintausendzweihundertfünfzig Aktien	1.250

Sämtliche Aktien wurden voll in bar eingezahlt; demgemäss verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über einen Betrag von einer Million zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (1.250.000,- LUF), wie dies dem Notar nachgewiesen wurde, der es ausdrücklich bescheinigt.

Ausserordentliche Hauptversammlung

Alsdann traten die eingangs erwähnten Parteien, die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Hauptversammlung zusammen, zu der sie sich als rechtens einberufen erkannten, und fassten, nachdem sie die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt hatten, einstimmig folgende Beschlüsse:

- 1) Die Anschrift der Gesellschaft lautet: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
- 2) Zu Verwaltungsratsmitgliedern bis zur Generalversammlung des Jahres 2002 werden ernannt:
 - 1) Herr Hans de Graaf, vorgeannt,
 - 2) Frau Juliette Lorang, director, wohnhaft in Neuhäusen,
 - 3) Herr Maarten Van de Vaart, vorgeannt.
- 3) Zum Kommissar für den gleichen Zeitraum wird ernannt: MEESPIERSON TRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Der amtierende Notar, welcher die englische Sprache kennt, bestätigt, dass vorliegende Urkunde in Englisch gehalten ist, gefolgt von einer deutschen Fassung und dass im Falle eines Widerspruchs zwischen der englischen und der deutschen Fassung, die englische Fassung massgebend ist.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen, am Datum wie eingangs erwähnt, in Hesperingen, in der Amtsstube des amtierenden Notars.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden, an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen sowie Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit Uns, Notar, vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: H. de Graaf, M. Van de Vaart, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1996, vol. 95S, fol. 63, case 2. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Abschrift, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Hesperingen, den 22. Januar 1997.

G. Lecuit.

(04136/220/353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

**AGILUX S.A., AGILUX INVERSIONES, Société Anonyme,
(anc. AGROLIMEN INTERNATIONAL S.A.).**

Registered office: Barcelone.

In the year one thousand nine hundred and ninety-six, on the twentieth of December.
Before Maître Camille Hellinckx, notary public residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of AGROLIMEN INTERNATIONAL S.A., abbreviated in AGILUX S.A., a société anonyme, having its registered office in L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, trade register Luxembourg, section B number 8.545, incorporated by a deed dated July 16th 1969, published in the Mémorial C, number 129 of August 5th, 1969 and whose Articles of Association have been amended by deeds enacted on:

- June 22nd, 1973, published in the Mémorial C, number 157 of September 13, 1973;
- May 13th, 1983, published in the Mémorial C, number 193 of August 2, 1983;
- October 5th, 1990, published in the Mémorial C, number 110 of March 7, 1991;
- October 3rd, 1991, published in the Mémorial C, number 116 of March 31, 1992;
- March 8, 1995, published in the Mémorial C, number 312 of July 7, 1995.

The meeting is presided over by Mr John Seil, licencié en sciences économiques, residing in Contern.

The chairman appoints as secretary, Mr Pierre Lentz, licencié en sciences économiques, residing in Strassen.

The meeting elects as scrutineer, Mrs Martine Bockler, employee, residing in Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, which will be signed and here annexed as well as the proxies and registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, the 20,001 (twenty thousand and one) shares, representing the whole capital of the corporation, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

III.- That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Resignation of the directors and statutory auditor in charge and discharge to be granted by the general meeting.
2. Appointment of new directors.
3. Transfer of registered offices from Luxembourg to Barcelona, Spain.
4. Authorization to the new directors, jointly and severally, to execute in the name and on behalf of the company all such public and private documents as may be necessary or practical for the following duties:
 - Implementation of the transfer to Spain;
 - Amendment to the current Articles of Association in order to adapt them to Spanish Law requirements, and more particularly to:
 - change the company name in AGILUX INVERSIONES, S.A.;
 - change the objets of the company to read as follows:

«The objects of the company are:

 - a) The provision of technical, legal, financial and marketing services, the production of studies and the provision of consultancy services;
 - b) The purchase, sale and management of property;
 - c) The acquisition, holding, enjoyment, management in general and disposal of securities, without obtaining funds from the public.

The operations indicated in paragraphs (a) and (b) above may be carried out by the company itself or through holdings in companies with similar objects or by any other means permitted by law.»;

- conversion of the capital currency into pesetas and change of the article concerning share capital, to read as follows:
«The share capital is two hundred and fifty-seven million two hundred and two thousand (257,202,000.-) pesetas, represented by 257,202 registered ordinary shares with a nominal value of one thousand pesetas each, numbered consecutively from 1 upwards and fully subscribed to and paid up.»;

- cancel the share certificates and issue new one;
- the registration in the Barcelona Commercial Registry;
- to execute any such supplementary deeds of clarification and amendment as may be required by the Registrar in connection with the resolutions to be decided and the new Articles of Association.

After the foregoing was approved by the meeting, the shareholders decide unanimously what follows:

First resolution

The meeting decides to accept the resignation of all the directors and statutory auditor in charge and to grant them full discharge for the accomplishment of their mandates.

Second resolution

The meeting decides to appoint as new directors for a period of five years:

- Mr Lluís Carulla Font, company director, residing at Calle Fernando Agullo 6, Barcelona, Spain;
- Mr Artur Carulla Font, company director, residing at Calle Pahissa 37, Sant Cugat del Vallès, Barcelona, Spain;
- Mr Jaume Tomas Sabaté, company director, residing at Calle Reina Victoria 13, Barcelona, Spain.

Third resolution

The meeting, pursuant to the provisions of Article 309 of Spanish Royal Decree 1784/1996 of July 19, 1996 approving the Commercial Registry Regulations and to article 67-1 of the Luxembourg Companies Act, decides to transfer the

company's registered offices from Luxembourg to Spain, Barcelona, Calle Aribau 185, and consequently to acquire Spanish nationality, in accordance with the resolution passed by the extraordinary general meeting held on October 15, 1996.

Fourth resolution

The meeting decides to authorize the new directors, jointly and severally, to execute in the name and on behalf of the company all such public and private documents as may be necessary or practical for the following duties:

A) Amplementation of the transfer to Spain;

B) Amendment to the current Articles of Association in order to adapt them to Spanish Law requirements, and more particularly to:

1) change the company name in AGILUX INVERSIONES S.A.;

2) change the objects of the company to read as follows:

«The objects of the company are:

a) The provision of technical, legal, financial and marketing services, the production of studies and the provision of consultancy services;

b) The purchase, sale and management of property;

c) The acquisition, holding, enjoyment, management in general and disposal of securities, without obtaining funds from the public.

The operations indicated in paragraphs (a) and (b) above may be carried out by the company itself or through holdings in companies with similar objects or by any other means permitted by law.;

3) convert the capital currency into pesetas and change the article concerning share capital, to read as follows:

«The share capital is two hundred and fifty seven million two hundred and two thousand (257,202,000.-) pesetas, represented by 257,202 registered ordinary shares with a nominal value of one thousand pesetas each, numbered consecutively from 1 upwards and fully subscribed to and paid up.»

C) Cancellation of the share certificates and issue of new ones.

D) The registration in the Barcelona Commercial Registry.

E) To execute any such supplementary deeds or clarification and amendment as may be required by the Registrar in connection with the hereabove resolutions and the new Articles of Association.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with Us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. At the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt décembre.

Par-devant Maître Camille Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme AGROLIMEN INTERNATIONAL S.A., en abrégé AGILUX S.A., ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, R.C. Luxembourg, section B numéro 8.545, constituée suivant acte reçu le 16 juillet 1969, publié au Mémorial C, numéro 129 du 5 août 1969 et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus:

– le 22 juin 1973, publié au Mémorial C, numéro 157 du 13 septembre 1973;

– le 13 mai 1983, publié au Mémorial C, numéro 193 du 2 août 1983;

– le 5 octobre 1990, publié au Mémorial C, numéro 110 du 7 mars 1991;

– le 3 octobre 1991, publié au Mémorial C, numéro 116 du 31 mars 1992;

– le 8 mars 1995, publié au Mémorial C, numéro 312 du 7 juillet 1995.

L'assemblée est présidée par Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques, demeurant à Contern.

Le président désigne comme secrétaire, Monsieur Pierre Lentz, licencié en sciences économiques, demeurant à Strassen.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Madame Martine Bockler, employée privée, demeurant à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Qu'il ressort de la liste de présence que les 20.001 (vingt mille et une) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes en fonction et décharge à accorder par l'assemblée générale.

2.- Nomination de nouveaux administrateurs.

3.- Transfert du siège social de Luxembourg à Barcelone, Espagne.

4.- Autorisation à conférer aux nouveaux administrateurs, agissant ensemble ou séparément, d'exécuter pour et au nom de la société tous actes publics ou privés pouvant s'avérer nécessaires ou utiles pour l'accomplissement des devoirs suivants:

- réalisation effective du transfert en Espagne;
- modification des articles actuels des statuts aux fins de les adapter aux exigences de la loi espagnole et plus particulièrement:

- le changement du nom de la société en AGILUX INVERSIONES, S.A.;

- la modification de l'objet de la société, qui aura la teneur suivante:

«Les objets de la société sont:

- a) la prestation de services techniques, légaux, financier et de marketing, la production d'études et la prestation de services de conseil;

- b) l'achat, la vente et la gestion de biens;

- c) l'acquisition, la détention, la jouissance, la gestion en général et la cession de garanties, sans obtention publique de fonds.

Les opérations décrites dans les paragraphes (a) et (b) ci-dessus peuvent être menées à bien par la société elle-même ou via des participations dans des sociétés ayant des objets similaires ou par tous autres moyens permis par la loi.»

- la conversion de la devise d'expression du capital en pesetas et modification de l'article concernant le capital social pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est de deux cent cinquante-sept millions deux cent deux mille (257.202.000,-) pesetas, représenté par deux cent cinquante-sept mille deux cent deux (257.202) actions nominatives ordinaires d'une valeur nominale de mille (1.000) pesetas chacune, numérotées consécutivement à partir de 1, entièrement souscrit et libéré.»

- annuler les certificats d'actions et en émettre des nouveaux.

- faire procéder à l'immatriculation au Registre Commercial de Barcelone;

- exécuter tous actes supplémentaires de clarification ou modificatifs qui pourraient être requis par le Registre en relation avec les résolutions à prendre et les nouveaux statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de tous les administrateurs et du commissaire aux comptes en fonctions et de leur accorder entière décharge pour l'accomplissement de leur mandat.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouveaux administrateurs pour une période de cinq ans:

- Monsieur Lluís Carulla Font, administrateur de sociétés, demeurant à Calle Fernando Agullo 6, Barcelone, Espagne;

- Monsieur Artur Carulla Font, administrateur de sociétés, demeurant à Calle Pahissa 37, Sant Cugat del Vallès, Barcelone, Espagne;

- Monsieur Jaume Tomas Sabaté, administrateur de sociétés, demeurant à Calle Reina Victoria 13, Barcelone, Espagne.

Troisième résolution

L'assemblée, conformément aux dispositions de l'article 309 du Décret Royal Espagnol 1784/1996 du 19 juillet 1996 approuvant la réglementation du Registre Commercial et de l'article 67-1 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, décide de transférer le siège social de la société de Luxembourg en Espagne, Barcelone, Calle Aribau 185 et, par conséquent, d'acquiescer la nationalité espagnole, conformément à la résolution prise par l'assemblée tenue le 15 octobre 1996.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'autoriser les nouveaux administrateurs, pouvant agir ensemble ou séparément, d'exécuter pour et au nom de la société tous actes public ou privés pouvant s'avérer nécessaires ou utiles pour l'accomplissement des devoirs suivants:

A) réalisation effective du transfert en Espagne;

B) modification des articles actuels des statuts aux fins de les adapter aux exigences de la loi espagnole et plus particulièrement:

1) le changement du nom de la société en AGILUX INVERSIONES, S.A.;

2) la modification de l'objet de la société, pour lui donner la teneur suivante:

«Les objets de la société sont:

- a) la prestation de services techniques, légaux, financier et de marketing, la production d'études et la prestation de services de conseil;

- b) l'achat, la vente et la gestion de biens;

- c) l'acquisition, la détention, la jouissance, la gestion en général et la cession de garanties, sans obtention publique de fonds.

Les opérations décrites dans les paragraphes (a) et (b) ci-dessus peuvent être menées à bien par la société elle-même ou via des participations dans des sociétés ayant des objets similaires ou par tous autres moyens permis par la loi.»

3) La conversion de la devise d'expression du capital en pesetas et modification de l'article concernant le capital social pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est de deux cent cinquante-sept millions deux cent deux mille (257.202.000,-) pesetas, représenté par deux cent cinquante-sept mille deux cent deux (257.202) actions nominatives ordinaires d'une valeur nominale de mille (1.000,-) pesetas chacune, numérotées consécutivement à partir de 1, entièrement souscrit et libéré.»

- C) Annuler les certificats d'actions et en émettre des nouveaux.
 D) Faire procéder à l'immatriculation au Registre Commercial de Barcelone.
 E) Exécuter tous actes supplémentaires de clarification ou modificatifs qui pourraient être requis par le Registre en relation avec les résolutions prises ci-avant et les nouveaux statuts.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, constate que sur la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. Sur la demande des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: J. Seil, P. Lentz, M. Bockler, C. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1996, vol. 95S, fol. 55, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 1997.

C. Hellinckx.

(04144/215/220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

WESTBRA S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2180 Luxembourg, 4, rue J. Monnet.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-six, on the twenty-third of December.

Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Hesperange.

There appeared:

1. MANACOR (LUXEMBOURG) S.A. having its registered office in Luxembourg, here represented by:

- a) Mr Gerben W.A. Wardenier, managing director, residing in Senningerberg,
 b) Mr Dirk Boer, fondé de pouvoir, residing in Luxembourg,
 acting in their capacities as proxy holders;

2. MUTUA (LUXEMBOURG) S.A., having its registered office in Luxembourg, here represented by:

- a) Mr Gerben W.A. Wardenier, prenamed,
 b) Mr Dirk BOER, prenamed
 acting in their capacities as proxy holders.

Such appearing parties, acting in the hereabove stated capacities, have drawn up the following articles of a joint stock company which they intend to organize among themselves.

Name - Registered offices - Duration - Object - Capital

Art. 1. Between the above-mentioned persons and all those that may become owners of the shares created hereafter, a joint stock company is herewith organised under the name of WESTBRA S.A.

Art. 2. The registered offices are in Luxembourg City.

The company may establish branch offices, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered offices by a simple decision of the board of directors.

If extraordinary events either political, economic or social that might create an obstacle to the normal activities at the registered offices or to easy communications of these offices with foreign countries should arise or be imminent, the registered offices may be transferred to another country till the complete cessation of these abnormal circumstances. This measure, however, shall not affect the nationality of the company, which will keep its Luxembourg nationality, notwithstanding the provisional transfer of its registered offices.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered offices and inform third persons.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The corporation may carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property, which it may deem useful to the accomplishment of its purposes.

The company may furthermore perform all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, to the administration, the management, the control and the development of these participating interests.

It may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, to acquire by way of investment, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at one hundred and forty thousand Netherlands Guilders (140,000.- NLG) represented by one thousand four hundred (1,400) shares with a par value of one hundred Netherlands Guilders (100. - NLG) each. The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders, except those shares for which the law prescribes the registered form.

The corporation's shares may be created, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

Management - Supervision

Art. 6. The company is administered by a board of not less than three officers, shareholders or not, who are appointed for a term which may not exceed six years by the General Meeting of shareholders and can be dismissed at any time.

If the post of a director elected by the General Meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally appoint a replacement. In this case, the next General Meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. The first chairman is appointed by the General Meeting. In the case the chairman is unable to carry out his duties, he is replaced by the director designated to this effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions, if the majority of its members is present are represented, proxies between directors being permitted.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, cable, telex or telefax, confirmed by letter.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

Art. 8. All decisions by the board shall require an absolute majority. In case of an equality of votes, the chairman of the meeting carries the decision.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

The copies or extracts shall be certified true by one director or by a proxy.

Art. 10. Full and exclusive powers for the administration and management of the company are vested in the board of directors, which alone is competent to determine all matters not reserved for the General Meeting by law or by the present articles.

Art. 11. The board of directors may delegate the daily management to directors or to third persons who need not be shareholders of the company. Delegation of daily management to a member of the board is subject to previous authorization by the General Meeting of shareholders.

Art. 12. Towards third parties the company is in all circumstances committed by the joint signatures of two directors or by the single signature of a delegate of the board acting within the limits of his powers. In their current relations with the public administrations, the company is validly represented by one director, whose signature legally commits the company.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, who are appointed by the General Meeting which fixes their number and their remuneration.

The duration of the term of office of an auditor is fixed by the General Meeting. It may not, however, exceed six years.

General Meeting

Art. 14. The General Meeting represents the whole body of the shareholders. It has the most extensive powers to decide on the affairs of the company. The convening notices are made in the form and delay prescribed by law.

Art. 15. The annual General Meeting is held in the commune of the registered offices at the place specified in the notice convening the meeting on May 21st at 9.00 a.m. and for the first time in 1998.

If such day is a holiday, the General Meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The directors or the auditors may convene an extraordinary General Meeting. It must be convened at the request of shareholders representing one fifth of the company's capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January 1st and ends on December 31st. The first business year begins today and ends on December 31st, 1997.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal prescriptions.

It submits these documents with a report of the company's operations one month at least before the Statutory General Meeting to the statutory auditors.

Art. 19. After deduction of general expenses and all charges, the balance represents the net profit of the company. Five per cent of this net profit shall be allocated to the legal reserve fund. Such deduction will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten per cent of the share capital of the company.

The balance is at the disposal of the General Meeting.

Advances and dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The General Meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the reimbursement of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the General Meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical bodies, appointed by the General Meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 21. As regards the matters which are not specified in the present articles, the parties refer and submit to the provisions of the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies and to the laws modifying it.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions enumerated in article 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

For the purpose of the registration, the subscribed capital is valued at two million five hundred and seventy-one thousand three hundred and eighty francs (2,571,380.-).

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately eighty thousand francs (80,000.-).

Suscription

The shares have been subscribed to as follows:

1. MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., prenamed, one thousand three hundred and ninety-nine shares	1,399
2. MUTUA (LUXEMBOURG) S.A., prenamed, one share	1
Total: one thousand four hundred shares	1,400

The shares have been paid up to the extent of 100% by payment in cash, so that the amount of one hundred and forty thousand Netherlands Guilders (140,000.- NLG) is now available to the company, evidence thereof having been given to the notary.

Extraordinary General Meeting

The above-named parties, representing the whole of the subscribed capital, holding themselves to be duly convened, then held an extraordinary General Meeting and unanimously passed the following resolutions.

- The company's address is fixed at L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.
- The following have been elected as directors, their term of office expiring at the General Meeting which will be called to deliberate on the operations of the year 1998:
 - MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., prenamed,
 - MUTUA (LUXEMBOURG) S.A., prenamed,
 - FIDES (LUXEMBOURG) S.A., having its registered office in Luxembourg.
- The following has been appointed as statutory auditor, his term of office expiring at the General Meeting which will be called to deliberate on the operations of the year 1998:

EURAUDIT, S.à r.l., having its registered office in Luxembourg.
- The board of directors is authorized to delegate the daily management of the company as well as the representation concerning the daily management to MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., prenamed.

Meeting of the board of directors

According to the powers granted, the members of the board, duly present or represented, and accepting their nomination, have immediately thereafter proceeded to appoint by unanimous vote MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., prenamed, as managing director.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1. MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., ayant son siège social à Luxembourg,

ici représentée par:

a) Monsieur Gerben W.A. Wardenier, managing director, demeurant à Senningerberg,

b) Monsieur Dirk Boer, fondé de pouvoir, demeurant à Luxembourg,

agissant en leurs qualités de fondés de pouvoir;

2. MUTUA (LUXEMBOURG) S.A., ayant son siège social à Luxembourg,

ici représenté par:

a) Monsieur Gerben W.A. Wardenier, prénommé,

b) Monsieur Dirk Boer, fondé de pouvoir, demeurant à Luxembourg,

agissant en leurs qualités de fondés de pouvoir.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient par la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de WESTBRA S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs, aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriétés immobilières ou mobilières.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à cent quarante mille Florins Néerlandais (140.00,- NLG), représenté par mille quatre cents (1.400) actions d'une valeur nominale de cent Florins Néerlandais (100,- NLG) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle. En cas de nomination sans indication d'un terme, les nominations sont faites pour une durée de 6 ans.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant pas dépasser six ans.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le 21 mai à 9.00 heures et pour la première fois en 1998.

Si la date de l'assemblée tombe un jour férié, elle se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice social commence aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 1997.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires.

Art. 19. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde sera à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables soient affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition - générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à deux millions cinq cent soixante et onze mille trois cent quatre-vingts francs (2.571.380,-)

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ quatre-vingt mille francs (80.000,-).

Souscription

Les actions ont été souscrites comme suit:

1. MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., préqualifiée, mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf actions	1.399
2. MUTUA (LUXEMBOURG) S.A., préqualifiée, une action	<u>1</u>
Total: mille quatre cents actions	1.400

Les actions ont été libérées à concurrence de 100% par des versements en espèces, de sorte que la somme de cent quarante mille Florins Néerlandais (140.000. - NLG) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Assemblée générale extraordinaire

Et immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. L'adresse de la société est fixée à L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

2. Sont appelées aux fonctions d'administrateur, leur mandat expirant lors de l'assemblée générale statuant sur l'exercice de l'année 1998:

- a) MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., préqualifiée,
- b) MUTUA (LUXEMBOURG) S.A., préqualifiée,
- c) FIDES (LUXEMBOURG) S.A., ayant son siège social à Luxembourg.

3. Est appelée aux fonctions de commissaire, son mandat expirant lors de l'assemblée générale statuant sur l'exercice de l'année 1998:

EURAUDIT, S.à r.l., avec siège social à Luxembourg.

4. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer ses pouvoirs de gestion journalière ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., préqualifiée.

Réunion du conseil d'administration

Ensuite les membres du conseil d'administration, tous présents ou représentés, et acceptant leur nomination, ont désigné à l'unanimité, en conformité avec les pouvoirs leur conférés par les actionnaires, MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., comme administrateur-délégué.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G. W.A. Wardenier, D. Boer, G. Lecuit

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 1997, vol. 95S, fol. 74, case 1. – Reçu 25.704 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 janvier 1997.

G. Lecuit.

(04138/220/339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

N.I.T. GLOBAL UMBRELLA FUND, Fonds Commun de Placement.

MANAGEMENT REGULATIONS

1) The fund

N.I.T. GLOBAL UMBRELLA FUND (hereafter referred to as the «Fund») organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a mutual investment fund (fonds commun de placement), is an unincorporated coproprietorship of the transferable securities and other assets (hereinafter referred to as «securities») of the Fund, managed in the interest of its co-owners (hereinafter referred to as the «unitholders») by TOTAL ALPHA INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. (hereinafter referred to as the «Management Company»), a company incorporated under the laws of Luxembourg and having its registered office in Luxembourg. The Fund is organised under the law of 19th July 1991 concerning undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public. The assets of the Fund, which are held in custody by NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A. (hereinafter referred to as the «Custodian») are segregated from those of the Management Company and those of other funds (if any) managed by the Management Company. By the acquisition of units of the Fund, any shareholder fully accepts these management regulations which determine the contractual relationship between the unitholders, the Management Company and the Custodian.

The Management Company may, from time to time, with the consent of the Custodian, create different classes of units (collectively «Sub-Funds» and individually «Sub-Fund»), which have different investment policies.

A separate portfolio of investments and assets will be maintained for each Sub-Fund. The assets of the different Sub-Funds will be separately invested in accordance with an investment policy as described in Article 4) hereafter.

Any Sub-Fund may be dissolved upon decision of the Management Company with the consent of the Custodian as described in Article 19.

2) The management company

The Fund is managed on behalf of the unitholders by the Management Company which has its registered office in Luxembourg.

The Management Company is invested with the broadest powers to administer and manage the Fund, subject to the restrictions set forth in Article 5) hereafter, on behalf of the unitholders, including but not limited to, the purchase, sale, subscription, exchange and receipt of securities and the exercise of all the rights attached directly or indirectly to the assets of the Fund.

The Board of Directors of the Management Company (hereinafter the «Board of Directors») shall determine the investment policy of each Sub-Fund within the restrictions set forth in Article 5) hereafter.

The Board of Directors of the Management Company may appoint a general manager or investment managers and/or advisers and administrative agents to implement the investment policy and administer and manage the assets of the Fund.

The Management Company may obtain investment information, advice and other services, remuneration for which will be at the sole charge of the Fund, to the extent provided herein.

The Management Company is entitled to a management fee payable out of the assets of the Fund at the end of each calendar quarter, at an annual rate of 0.01 per cent of the average of the weekly total net assets of the Fund during such calendar quarter.

Any Investment Advisers are entitled to advisory fees payable periodically out of the assets of each Sub-Fund, at a maximum annual rate of 0.50 per cent of the average total net assets of each Sub-Fund during the relevant period.

3) The custodian

The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian. NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A., a corporation organised under the laws of Luxembourg with its head office in Luxembourg, has been appointed Custodian.

The Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon 90 days' written notice delivered by the one to the other. In the event of termination of the appointment of the Custodian, the Management Company will use its best endeavours to appoint within 2 months of such termination, a new Custodian who assumes the responsibilities and functions of the Custodian under the Management Regulations. Pending the appointment of a new Custodian, the Custodian shall take all necessary steps to ensure good preservation of the interests of the unitholders. After termination as aforesaid, the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary to the transfer of all assets of the Fund to the new Custodian.

The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with Luxembourg law.

All cash and securities constituting the assets of the Fund shall be held by the Custodian on behalf of the unitholders of the Fund. The Custodian may entrust banks and financial institutions with the custody of such securities. The Custodian may hold securities in fungible or non-fungible accounts with such clearing houses as the Custodian may determine. It will have the normal duties of a bank with respect to the Fund's deposits of cash and securities. The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents.

Upon receipt of instructions from the Management Company, the Custodian will perform all acts of disposal with respect to the assets of the Fund. The Custodian is entitled to a fee based on the net assets of the Fund as determined from time to time by agreement between the Management Company and the Custodian. Such fee is payable quarterly.

4) The sub-funds

Units may be issued by the Management Company in different Sub-Funds.

A separate portfolio of investments and assets will be maintained for each Sub-Fund. The different portfolios will be separately invested in accordance with their respective investment policies and objectives. The specific characteristics of each Sub-Fund, as well as the duration of each Sub-Fund are more fully described in the Prospectus of the Fund. If the Management Company decides to issue further Sub-Funds, the Prospectus shall be updated.

5) Investment policy

The Management Company shall invest the proceeds paid to the Fund for account of the relevant Sub-Fund for joint account of unitholders in transferable securities and other assets permitted by law in conformity with the principle of risk spreading. In this context, the Management Company shall specify the investment guidelines for each Sub-Fund and publish such guidelines in the prospectus of the Fund.

6) Investment restrictions

While managing the assets of the Fund, the Management Company, or its appointed agents, shall comply with the following restrictions:

1) The Management Company may not invest in securities of any one issuer, if the value of the holdings of a Sub-Fund in the securities of such issuer exceeds 20 % of such Sub-Fund's total net assets.

2) The Management Company may not invest in securities of any single issuer if, as a result of such investment, the Fund owns more than 20 % of the outstanding securities, or more than 10 % of the outstanding voting securities, of such issuer.

3) The Management Company may not, on behalf of each Sub-Fund, invest more than 25 % of the net assets of such Sub-Fund in securities which are not listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public.

The percentages set forth above shall not apply to securities issued or guaranteed by any governmental issuer or its local authorities or by any public international body with regional or world-wide scope.

Restrictions 1), 2) and 3) may not be applicable to investments made in collective investment undertakings of the open ended type if such collective investment undertakings are subject to risk diversification requirements comparable to those applicable to the Fund. If investments are made in collective investment undertakings of the same promoter, no doubling of management and advisory fees or sales commissions will occur.

4) The Management Company may not, on behalf of the Fund, make investments for the purpose of exercising control or management.

5) The Management Company may not, on behalf of the Fund, purchase or sell real estate, provided that the Fund may invest in securities secured by real estate or interests therein or issued by companies which invest in real estate or interests therein.

6) The Management Company may not, on behalf of the Fund, purchase or sell commodities or commodity contracts.

7) The Management Company may not, on behalf of the Fund, borrow amounts in excess of 25 % of the total net assets of each Sub-Fund.

8) The Management Company may not underwrite securities of other issuers.

9) The Management Company may not, on behalf of the Fund, grant loans or act as guarantor for third parties.

10) The Management Company may employ techniques and instruments relating to transferable securities under the conditions and within the limits laid down by law, regulation or administrative practice provided that such techniques or instruments are used for the purpose of efficient portfolio management. With respect to options on securities:

a) the Management Company may not, on behalf of each Sub-Fund, invest in put or call options on securities unless:

- i) such options are quoted on a stock exchange or dealt in on a regulated market; and
- ii) the acquisition price of such options does not exceed, in terms of premium, 15 % of the total net assets of the concerned Sub-Fund:

b) the Management Company may sell, on behalf of each Sub-Fund, call options on securities provided that:

- i) such securities are already held or the Sub-Fund holds equivalent call options or other instruments capable of ensuring adequate coverage of the commitments resulting from such contracts, such as warrants; or

- ii) the aggregate of the exercise prices of uncovered call options does not exceed 25 % of the value of the securities held by the Fund on behalf of each Sub-Fund, and the Sub-Fund must at any time be in the position to ensure the coverage of the position taken as a result of the writing of such options.

c) the Management Company may not, on behalf of each Sub-Fund, write put options on securities unless the Fund holds, on behalf of the concerned Sub-Fund sufficient liquid assets to cover the aggregate of the exercise prices of such options written.

11) The Management Company may, on behalf of each Sub-Fund, for the purpose of hedging, enter into transactions the objects of which are forward currency contracts or write call options and purchase put options on currencies provided however that:

- a) these transactions may only concern contracts which are traded on a regulated market operating regularly, being recognised and open to the public except that the Management Company may also, on behalf of each Sub-Fund, enter into forward sales of currencies or exchange currencies on the basis of private agreements with highly rated financial institutions specialised in this type of transactions;

- b) the net forward and option transactions made in one currency may in principle not exceed the valuation of the aggregate assets denominated in that currency, provided, however, that this limitation shall not be applicable to hedging transactions intended to preserve the Japanese Yen value of Units, as (and if) described in the investment policy of a Sub-Fund as published in the prospectus, provided, however, that the Management Company may, on behalf of each Sub-Fund, purchase the currency concerned through a cross transaction (entered into through the same counterpart) should the cost thereof be more advantageous to the Fund.

12) The Management Company may not deal, on behalf of each Sub-Fund, in financial futures, except that:

- a) for the purpose of hedging the risk of the fluctuation of the value of the portfolio securities the Fund may, in respect to each Sub-Fund, have outstanding commitments in respect of financial futures sales contracts not exceeding the corresponding risk of fluctuation of the value of the corresponding portion of each Sub-Fund's portfolio;

- b) for the purpose of efficient portfolio management the Fund may, on behalf of each Sub-Fund, enter into financial futures purchase contracts in order to facilitate changes in the allocation of each Sub-Fund's assets between markets or in anticipation of or in a significant market sector advance, provided that sufficient cash, short dated debt securities or instruments (other than the liquid assets which might have to be held by the relevant Sub-Fund pursuant to restriction 10) c) above), or securities to be disposed of at a predetermined value exist to match the underlying exposure of any such futures positions.

The Management Company may, on behalf of each Sub-Fund, enter into the transactions referred to under 12) above only if these transactions concern contracts which are traded on a regulated market operating regularly, being recognised and open to the public.

The Management Company may, on behalf of each Sub-Fund, enter into repurchase agreements and securities lending agreements within the conditions and limits set forth in the Luxembourg laws and regulations.

The Management Company may from time to time amend these investment restrictions as shall be compatible with or in the interest of the unitholders. In such case this Prospectus will be updated.

The Management Company need to comply with the investment limit percentages above when exercising subscription rights attaching to securities which form part of the Fund's assets.

If such percentages are exceeded for reasons beyond the control of the Management Company or as a result of the exercise of subscription rights, the Management Company must adopt as a priority objective for its sales transactions the remedying of that situation, taking due account of the interests of the Fund's unitholders.

The Management Company shall, on behalf of the Fund, not sell, purchase or loan securities, or receive loans, to or from (a) the Management Company, (b) its affiliated companies, (c) any director of the Management Company or its affiliated companies or (d) any major shareholder thereof (meaning a shareholder who holds, on his own account whether in his own or other name (as well as a nominee's name), 10 % or more of the total issued outstanding units of such a company) acting as principal or for their own account unless the transaction is made within the restrictions set forth in the Management Regulations, and, either (i) at a price determined by current publicly available quotations, or (ii) at competitive prices or interest rates prevailing from time to time, on internationally recognised securities markets or internationally recognised money markets.

Except by the acquisition of debt securities or instruments in accordance with restrictions set forth above, the Management Company may not grant loans or act as guarantor on behalf of third parties.

The Management Company may from time to time impose further investment restrictions as shall be compatible with or in the interest of the unitholders, in order to comply with the laws and regulations of the countries where the units of the Fund are placed.

The Management Company may, upon approval of the Custodian, amend the Management Regulations in whole or in part at any time. Amendments will become effective on the day of their publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

7) Issue of units, Restrictions on issue, Transfer of units

The proceeds of the issue of units of each Sub-Fund shall be invested in a separate portfolio established for each Sub-Fund. Units of the Fund shall be issued by the Management Company subject to payment therefore to the Custodian within such period as the Management Company may from time to time determine.

Certificates for units of each Sub-Fund or confirmations shall be delivered by the Management Company provided that payment therefore shall have been received by the Custodian.

The Fund has been organised under the Luxembourg law of 19th July 1991 concerning undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public.

The sale of units in the Fund is restricted to institutional investors and the Management Company will not accept to issue units to persons or companies who may not be considered as institutional investors. Further, the Management Company will not give effect to any transfer of units which would result in a non-institutional investor becoming a unitholder in the Fund.

The Management Company may, at its full discretion, refuse the issue of units or the transfer of units, if there is not sufficient evidence that the person or company to which the units are sold or transferred is an institutional investor.

In considering the qualification of a subscriber or a transferee as an institutional investor, the Management Company will have a due regard to the guidelines or recommendations (if any) of the competent supervisory authorities.

Institutional investors subscribing in their own name, but on behalf of a third party, must certify to the Management Company that such subscription is made on behalf of an institutional investor as aforesaid and the Management Company may require, at its sole discretion, evidence that the beneficial owner of the units is an institutional investor.

Units of any Sub-Fund may not be transferred to any person or any entity without prior consent of the Management Company and the Custodian, which consent can only be withheld in the circumstances described in the following paragraph or in any other circumstances where any such transfer would be detrimental to such Sub-Fund or its unitholders.

Neither the Management Company nor the Custodian shall give its prior consent to the transfer of units of any Sub-Fund if, as a result of such transfer, the number of holders (including beneficial owners, but excluding non-residents of Japan as defined by item 6, Paragraph 1 of Article 6 of Foreign Exchange and Foreign Trade Control Law of Japan, Law No. 228, 1949) of Units of such Sub-Fund (including newly issued units of such Sub-Fund which are of same kind with those of such Sub-Fund as defined under Article 1-6 of the Enforcement Order of the Securities and Exchange Law of Japan, and which were issued within 6 months before the date of issue of the Units) will become 50 or more.

In case where the transferees are resident of Japan, if the Units are registered in the name of a nominee, for the purpose of ascertaining if the transfer of units can be made in accordance with the restrictions set forth in the preceding paragraph, and/or if the transferees are residents of Japan, the Management Company and/or the Custodian may rely on a confirmation statement made by such nominee on the matter referred to in the preceding paragraph.

Furthermore, the Management Company may:

- (a) reject at its discretion any application for units;
- (b) repurchase at any time the units held by unitholders who are excluded from purchasing or holding units.

8) Issue price

The issue price per unit of each Sub-Fund will be the net asset value per unit as determined for the relevant Sub-Fund in accordance with the provisions of Article 10) hereof on the applicable Valuation Date, plus a sales charge not exceeding 0.2 % of the net asset value in favour of banks and financial institutions acting in connection with the placing of the units.

«Valuation Date» means the Business Days fixed from time to time by the Management Company and disclosed in the Prospectus provided that there shall be at least one Valuation Date in each month.

«Business Day» means a day which is a bank business day in Luxembourg, New York and Tokyo.

Payment of the issue price shall be made within five Business Days counting from and including the Valuation Date on which the application is carried out. If the settlement in U.S. Dollars cannot be made on such fifth Business Day, the payment may be made on the next earliest day when such settlement can be made.

9) Share certificates

Any person or corporate body shall be eligible to participate in the Fund by subscribing for one or several units of any Sub-Fund, subject, however, to the provisions contained in Article 6 and 7 of these regulations. The Management Company shall issue units in registered form only. Unit certificates shall carry the signatures of the Management Company and the Custodian, both of which may be in facsimile. In the absence of a request for certificates, investors will be deemed to have requested that no certificate be issued in respect of their units and a confirmation will be delivered instead.

10) Determination of the net asset value of units

The Net Asset Value of units in each Sub-Fund shall be expressed in United States Dollars (except that when there exist any state of monetary affairs which, in the opinion of the Board of Directors, makes the determination in U.S. Dollars either not reasonably practical or prejudicial to the unitholders, the net asset value may temporarily be determined in such other currency as the Board of Directors may determine) and calculated on each Valuation Date as a per share figure.

The Net Asset Value of units in each Sub-Fund will be determined by the Management Company on each Valuation Date by dividing the value of the assets of the relevant Sub-Fund less the liabilities (including any provisions considered by the Management Company to the necessary or prudent) attributable to such Sub-Fund by the total number of units of the relevant Sub-Fund outstanding. To the extent possible, investment income, interest payable, fees and other liabilities (including management fees) will be accrued.

For the allocation of the assets and liabilities between Sub-Funds, the Management Company has established each Sub-Fund in the following manner:

(a) the proceeds from the issue of units of each Sub-Fund shall be applied in the books of the Fund to such Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such Sub-Fund subject to the provision set forth hereafter;

(b) when any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Fund to the same Sub-Fund as the assets from which it was derived and on the revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;

(c) when the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund, provided, however, that all liabilities, whatever Sub-Fund they are attributable to, shall unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Fund as a whole;

(d) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all Sub-Funds pro rata to the total net asset values of the relevant Sub-Funds;

(e) upon the payment of dividends to the holders of units of any Sub-Fund, the net asset value of the relevant Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

The determination of the Net Asset Value of each Sub-Fund and of the assets and liabilities of each Sub-Fund, shall be made in accordance with the following valuation regulations or, in such manner as the Board of Directors of the Management Company or the delegate of this Board shall think fair and equitable. All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

A. The assets of the Fund and each Sub-Fund shall be deemed to include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options, futures contracts and other investments and securities owned or contracted for each Sub-Fund;
- 4) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by each Sub-Fund (provided that the Management Company may make, on behalf of each Sub-Fund, adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 5) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by each Sub-Fund except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- 6) all forward currency contracts or other hedging instruments;
- 7) the preliminary expenses of the Fund, properly allocated to each Sub-Fund, insofar as the same have not been written off, and
- 8) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) securities listed on a Stock Exchange or traded on any other regulated market will be valued at the last available price on such Exchange or market. If a security is listed on several Stock Exchanges or markets, the last available price at the Stock Exchange or market, which constitutes the main market for such securities, will be determining;

(b) securities not listed on any Stock Exchange or traded on any regulated market will be valued at their last available market price;

(c) securities for which no price quotation is available or for which the price referred to in (a) and/or (b) is not representative of the fair market value will be valued prudently and in good faith on the basis of their reasonable foreseeable sales prices;

(d) liquid assets may be valued at their amortised cost;

(e) values expressed in a currency other than U.S. Dollars shall be translated to U.S. Dollars at the average of the last available buying and selling price for such currency.

B. The liabilities of the Fund and each Sub-Fund shall be deemed to include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued or payable administrative expenses (including management company fees, advisory fees, custodian fees, agent securities company fees, and fees for the paying agent, registrar and transfer agent and administrative agent, withholding and other taxes);

3) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Management Company where the Valuation Date falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

4) an appropriate provision for future taxes based on the total assets and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Management Company, and other reserves if any authorised and approved by the Board of Directors; and

5) all other liabilities of each Sub-Fund of whatsoever kind and nature except liabilities represented by units in each Sub-Fund. In determining the amount of such liabilities the Management Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. For the purposes of this paragraph:

- 1) units of each Sub-Fund to be repurchased shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Date referred to herein, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of such Sub-Fund;

2) units of a Sub-Fund to be issued by the Management Company pursuant to subscription applications received shall be treated as being in issue as from the close of business on the Valuation Date on which the issue price thereof was determined and such price, until received for each Sub-Fund, shall be deemed a debt due to each Sub-Fund;

3) all investments, cash balances and other assets of each Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the asset value of units; and

4) effect shall be given on any Valuation Date to any purchases or sales of securities contracted for by the Management Company, on behalf of each Sub-Fund, on such Valuation Date, to the extent practicable.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Management Company is authorised, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of each Sub-Fund.

11) Suspension of determination of net asset value

The Management Company may temporarily suspend determination of the net asset value of units of each Sub-Fund and in consequence the issue, conversion and the repurchase of units of a Sub-Fund in any of the following events:

- when one or more Stock Exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of a Sub-Fund, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of a Sub-Fund are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

- when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Management Company, disposal of the assets of a Sub-Fund is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the unitholders;

- in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of a Sub-Fund or if, for any reason, the value of any asset of a Sub-Fund may not be determined as rapidly and accurately as required;

- if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of assets of a Sub-Fund are rendered impracticable or if purchases and sales of the Sub-Fund's assets cannot be effected at normal rates of exchange.

The suspension of the net asset value calculation of the units of one Sub-Fund shall not necessarily affect the net asset value calculation of the units of the other Sub-Funds.

12) Repurchase

Unitholders may, at any time, request repurchase of their units.

Repurchase will be carried out at the net asset value determined for the units of the relevant Sub-Fund on the applicable Valuation Date, less a repurchase charge not exceeding 0.2 % of the Net Asset Value of such Valuation Date. Such repurchase request must be accompanied by the relevant unit certificates (if issued).

The Management Company shall ensure that an appropriate level of liquidity is maintained within each Sub-Fund, so that under normal circumstances repurchase of the units of a Sub-Fund may be made promptly upon request by unitholders. Payment of the repurchase price shall be made not later than five Business Days counting from and including the Valuation Date on which the request is carried out and receipt of the unit certificate (if issued).

If the settlement in U.S. Dollars cannot be made on such fifth Business Day, the payment shall be made on the next earliest day where such settlement can be made.

The Custodian must make payment only if no statutory provisions, such as exchange control regulations or other circumstances outside the control of the Custodian, prohibit the transfer of the payment of the repurchase price to the country where repurchase was applied for.

Unitholders may not request the Management Company for their units to be converted into units of another Sub-Fund unless specifically decided to the contrary by the Management Company in relation to specific Sub-Funds and disclosed in the Prospectus.

13) Charges of the fund

The Fund will bear the following charges:

- all taxes which may be due on the assets and the income of the Fund;
- the reasonable disbursements and out-of-pocket expenses (including without limitation telephone, telex, cable and postage expenses) incurred by the Custodian;

- usual banking fees due on transactions involving securities held in the portfolio of the Fund (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);

- the fees payable to the Management Company and the Adviser within the limits set out in article 2) above;

- the remuneration of the Custodian and other banks and financial institutions entrusted by the Custodian with custody of assets of the Fund, and of the Registrar and Transfer Agent, Administrative Agent, Domiciliary Agent and Paying Agent;

- legal and auditing expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interests of the unitholders;

- the cost of printing certificates; the cost of preparing and/or filing the Management Regulations and all other documents concerning the Fund, including registration statements and prospectuses and explanatory memoranda with all authorities (including local securities dealers' associations) having jurisdiction over the Fund or the offering of units of the Fund; the cost of preparing, in such languages as are necessary for the benefit of the unitholders, including the beneficial holders of the units and distributing annual and semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, book-keeping and calculating the weekly net asset value; the cost of preparing and distributing public notices to the

unitholders; lawyers' and auditor's fees; and all similar administrative charges, except all advertising expenses and other expenses directly incurred in offering or distributing the units;

- all recurring charges will be charged first against income, then against capital gains and then against assets.

14) Accounting year, Audit

The accounts of the Fund, which are expressed in United States Dollars, are closed each year on 31st December and for the first time on 31st December 1997.

The accounts of the Management Company will be audited by auditors appointed by the Management Company.

The Management Company shall also appoint an auditor who shall, with respect to the assets of the Fund, carry out the duties prescribed by Luxembourg law.

15) Distributions

The Management Company may declare, in respect of each Sub-Fund, annual distributions and/or interim distributions out of the net investment income and net realised capital gains of such Sub-Fund and, if considered necessary to maintain a reasonable level of distributions, any other assets available for distribution, as and when the Management Company considers appropriate.

Annual distributions, if declared, will be paid within three months after the end of the fiscal year.

No distribution may be made as a result of which the total net assets of the Fund would fall below the equivalent in U.S. Dollars of 50 million Luxembourg francs.

Distributions not claimed within five years from their due date will lapse and revert to the Sub-Fund concerned.

16) Amendment of the management regulations

The Management Company may, upon approval of the Custodian, amend these Management Regulations in whole or in part at any time.

Amendments will become effective on the day of their publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

17) Publications

The net asset value, the issue price and the repurchase price per share of each Sub-Fund will be available in Luxembourg at the registered office of the Management Company and the Custodian. The first report will be an unaudited semi-annual report as of 30th June 1997.

The audited annual report and the unaudited semi-annual report of the Fund are made available to the unitholders at the registered office of the Management Company and the Custodian. The reports will comprise individual information on each Sub-Fund and the consolidated accounts of the Fund.

Any amendments to these Management Regulations will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

All notices to unitholders will be sent to unitholders at their address indicated in the register of unitholders and, to the extent required by the Luxembourg law, will be published in the Mémorial.

Notices to unitholders may also be published, as the Management Company may decide, in newspapers of countries where the units of the Fund are offered and sold.

18) Liquidation of the fund

The Fund is established for an unlimited duration. The Fund may be dissolved at any time by mutual agreement between the Management Company and the Custodian. Any notice of dissolution will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in at least three newspapers with appropriate distribution, at least one of which must be a Luxembourg newspaper.

Issuance, repurchase and conversion of units will cease at the time of the decision or event leading to the dissolution of the Fund.

In case of liquidation of the Fund, the Management Company will realise the assets of the Fund in the best interests of the unitholders and the Custodian, upon instructions given by the Management Company, will distribute the net proceeds of the liquidation (after deducting all liquidation expenses) among the unitholders in proportion of the units held. As provided by Luxembourg law, the proceeds of liquidation corresponding to units not surrendered for repayment at the close of liquidation will be kept in safe custody with the Luxembourg Caisse des Consignations, until the prescription period has elapsed. As soon as the circumstances leading to the state of liquidation of the Fund arises, issue and repurchase of the units are prohibited on penalty of nullity.

Any of the notices or consents set forth above may be disregarded if waived by all unitholders concerned.

19) Liquidation and merger of sub-funds

The Board of Directors of the Management Company may at any time decide to liquidate a Sub-Fund. The decision of the liquidation of a Sub-Fund will be communicated to all unitholders of such Sub-Fund and the Management Company may decide to suspend the net asset value calculation and the issue, conversion and repurchase of units of the Sub-Fund in order to assure equal treatment of all unitholders.

If the repurchase and conversion of units is not suspended, repurchase and conversion will be made on the basis of the net asset value which reflects adequate provisions to cover liquidation expenses. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of the Sub-Fund will be deposited with the Custodian for a period of 6 months after the close of liquidation. After such time, the assets will be deposited with the Caisse des Consignations on behalf of their beneficiaries and will be forfeited in accordance with Luxembourg law.

If the net assets of such Sub-Fund fall below 1,000,000.- USD or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund so justifies, the Board of Directors may decide to close down one Sub-Fund by merger into another Sub-Fund (the «new Sub-Fund»). In addition, such merger may be decided by the Board of Directors if the interests of the unitholders of any of the Sub-Funds concerned so warrant. The decision of the merger will be published or notified to the unitholders concerned prior to the effective date of the merger and the publication or notification will indicate the reasons for, and the procedures of, the merger operations and informations in relation to the new Sub-Fund. Such publication or notification will be made one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable unitholders to request repurchase of their units, free of charge, before the operation involving contribution into the new Sub-Fund becomes effective.

In the same circumstances as described in the foregoing paragraph, a Sub-Fund may also be merged into another undertaking for collective investment organised under the laws of Luxembourg.

Any of the notices or consents set forth above may be disregarded if waived by all Unitholders concerned.

20) Statute of limitation

The claims of the unitholders against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of the event which gave rise to such claims.

21) Applicable law, jurisdiction and governing language

The Management Regulations are governed by the laws of Luxembourg and any dispute arising between the Unitholders, the Management Company and the Custodian will be subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg.

Notwithstanding the foregoing, the Management Company and the Custodian may subject themselves and the Fund to the jurisdiction of the courts of the countries in which the units of the Fund are offered and sold with respect to claims by investors resident in such countries, and with respect to matters of such countries.

The claims of the unitholders against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of the event which gave rise to such claims.

These Management Regulations come into force on 19th March 1997.

Luxembourg, 19th March 1997.

TOTAL ALPHA INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. <i>as Management Company</i> J.P. Hettinger <i>Director</i>	NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A. <i>as Custodian</i> J.P. Hettinger <i>Deputy Managing Director</i>
---	--

Enregistré à Luxembourg, le 2 avril 1997, vol. 491, fol. 5, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12252/260/472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 1997.

CITISELECT PORTFOLIOS.

Amendment to the Management Regulations

Upon decision of CITICORP INVESTMENT MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A. (the «Management Company»), Article 5 of the Management Regulations of CITISELECT PORTFOLIOS (the «Fund») has been amended so as to replace item 1. under «Investment Restrictions» by the following:

«1. The Management Company may not purchase securities of a single issuer if upon such purchase more than 10 % of the net assets of a sub-fund would consist of the securities of such issuer, subject to the value of the securities held in the securities of issuers in which it invests more than 5 % of the net assets of such sub-fund not exceeding 40 % of the net assets of the relevant sub-fund, provided that:

(i) the above limit of 10 % shall be 35 % in respect of transferable securities issued or guaranteed by a Member State of the European Union («EU»), its local authorities, or public international bodies of which one or more EU Member States are members, or by any other State;

(ii) the securities referred to under (i) of this paragraph are not to be taken account of in applying the limit of 40 % set forth in this paragraph;

(iii) the limits set out above may not be aggregated and, accordingly, investments in transferable securities issued by the same issuer effected in accordance with the limits set out above may not, in any event, exceed a total of 35 % of the relevant sub-fund's net assets;

(iv) the Management Company may invest up to 100 % of the net assets of each sub-fund in different transferable securities issued or guaranteed by any Member State of the EU, its local authorities, or by any other State of the OECD or by public international bodies of which one or more of such EU Member States are members; and

(v) if the Management Company makes use of the provision under (iv) of this paragraph, the relevant sub-fund must hold securities from at least six different issues, and securities from any one issue may not account for more than 30 % of the net assets of the relevant sub-fund.»

Luxembourg, 18th March, 1997. CITICORP INVESTMENT MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.

As Management Company
Signature

As Custodian
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 8 avril 1997, vol. 491, fol. 18, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(12800/260/32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 1997.

IK & MUKKE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 27.763.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le trente décembre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme IK & MUKKE HOLDING S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 27.763, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 16 mars 1988, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, numéro 159 du 10 juin 1988 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 29 décembre 1995, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, numéro 184 du 12 avril 1996.

L'Assemblée est ouverte à seize heures quinze sous la présidence de Monsieur Noël Didier, employé privé, demeurant à Hondelange,

qui désigne comme secrétaire, Madame Marie-Josée Protin, employée privée, demeurant à Arlon.

L'Assemblée choisit comme scrutateur, Monsieur Luc Van Wallegghem, employé privé, demeurant à Etalle.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1) Augmentation du capital de la société pour le porter de son montant actuel de deux millions soixante-huit mille florins hollandais (2.068.000,- NLG) à deux millions trois cent trente-six mille florins hollandais (2.336.000,- NLG) par incorporation au capital de la «réserve libre pour augmentation de capital» à concurrence de deux cent soixante-huit mille florins hollandais (268.000,- NLG).

2) Attribution gratuite des deux cent soixante-huit (268) actions nouvelles aux actionnaires au prorata de leur participation actuelle.

3) Modification de l'article 5 des statuts en vue de l'adapter aux décisions prises.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant, par ailleurs, avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de deux cent soixante-huit mille florins hollandais (268.000,- NLG), pour le porter de son montant actuel de deux millions soixante-huit mille florins hollandais (2.068.000,- NLG) à deux millions trois cent trente-six mille florins hollandais (2.336.000,- NLG), sans apports nouveaux, par incorporation au capital d'une somme de deux cent soixante-huit mille florins hollandais (268.000,- NLG) prélevée sur la «réserve libre pour augmentation de capital» de la Société.

Il est justifié au notaire soussigné de l'existence d'une telle réserve par une situation intérimaire arrêtée au 30 septembre 1996, ainsi que par une attestation du Conseil d'Administration du 27 décembre 1996.

Ces documents resteront annexés aux présentes.

En représentation de l'augmentation du capital, l'assemblée décide de créer deux cent soixante-huit (268) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille florins hollandais (1.000,- NLG) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Les nouvelles actions sont attribuées entièrement libérées aux actionnaires au prorata de leur participation actuelle dans la société.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à deux millions trois cent trente-six mille florins hollandais (2.336.000,- NLG), représenté par deux mille trois cent trente-six (2.336) actions d'une valeur nominale de mille florins hollandais (1.000,- NLG) chacune, entièrement libérées.

Le capital pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légalement requises.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Les dispositions relatives au capital autorisé sont supprimées, étant donné que l'autorisation fixée à cinq ans pour augmenter le capital dans le cadre du capital autorisé n'a pas été renouvelée.»

Evaluation des frais

Les parties comparantes évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital approximativement à la somme de cinquante mille francs luxembourgeois (50.000,- LUF).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: N. Didier, M.-J. Protin, L. Van Walleghem, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 1997, vol. 95S, fol. 97, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 1997.

F. Baden.

(04214/200/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

IK & MUKKE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 27.763.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 1997.

F. Baden.

(04215/200/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

**ANTINORI INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme,
(anc. GIULIANO DA MAIANO HOLDING S.A.).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 51.236.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société GIULIANO DA MAIANO HOLDING S.A., société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg, 23, rue Beaumont, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 17 mai 1995, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 416 du 30 août 1995. Les statuts ont depuis été modifiés par acte reçu par le notaire instrumentant en date du 30 septembre 1996, dont la publication au Mémorial C, est en cours.

L'assemblée est ouverte à 8.30 heures sous la présidence de Mademoiselle Danièle Martin, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

Madame le Président désigne comme secrétaire, Mademoiselle Martine Gillardin, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit scrutateurs, Monsieur Gilles Herrmann, maître en droit, demeurant à Luxembourg, et Monsieur Claude Geiben, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué constate que l'intégralité du capital social est représentée, ainsi qu'il résulte d'une liste de présence, signée par les actionnaires présents respectivement par leurs mandataires et par les membres du bureau, laquelle liste restant annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Les actionnaires présents respectivement les mandataires des actionnaires représentés déclarent renoncer à une convocation spéciale et préalable, ayant reçu une parfaite connaissance de l'ordre du jour.

Le bureau constate que l'assemblée est régulièrement constituée et qu'elle peut valablement délibérer sur les objets se trouvant à son ordre du jour qui est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Transformation de la société de société holding type 1929 en société de participations financières (SOPARFI) et ce, avec effet au 1^{er} janvier 1997.

2. Changement de la dénomination sociale de GIULIANO DA MAIANO HOLDING S.A. en ANTINORI INTERNATIONAL S.A., société anonyme.

3. Modification de l'article premier des statuts sociaux pour le mettre en concordance avec les décisions sub 1 et 2.

4. Modification afférente de l'article quatre des statuts sociaux.

5. Fixation de la durée du mandat des membres du conseil d'administration et des commissaires aux comptes.

6. Modification de l'article 6, alinéa 2 et de l'article dix des statuts sociaux, pour les mettre en concordance avec la décision sub 5.

7. Modification de l'article 7 des statuts sociaux.

8. Elections statutaires.

9. Divers.

Après en avoir délibéré, l'assemblée prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transformer la société de société holding type 1929 en société de participations financières (SOPARFI) et ce, avec effet au 1^{er} janvier 1997.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de changer la dénomination sociale de GIULIANO DA MAIANO HOLDING S.A. en ANTINORI INTERNATIONAL S.A., société anonyme.

Troisième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'article premier des statuts sociaux est modifié pour avoir dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}.** Il existe par les présentes entre tous ceux qui sont ou deviendront propriétaires des actions ci-après décrites, une société anonyme luxembourgeoise, dénommée ANTINORI INTERNATIONAL S.A., société anonyme.»

Quatrième résolution

Toujours en conséquence de la première résolution, l'article quatre des statuts sociaux est modifié pour avoir dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 4.** La Société a pour objet l'exploitation et la gestion d'une ou de plusieurs entreprises agronomes et viticoles, ainsi que la commercialisation de leurs produits et, en général, toutes activités relevant de l'industrie agro-alimentaire.

Elle peut exercer ces activités directement par elle-même ou par l'intermédiaire de filiales ou de sociétés affiliées.

Elle peut acquérir, vendre, prendre ou donner en bail toutes propriétés immobilières, installations industrielles ou commerciales servant directement ou indirectement à l'exercice de ces activités.

La Société a encore pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière et encore l'acquisition de brevets et de marques de fabrique et la concession de licences, l'acquisition de biens meubles et immeubles, leur gestion et leur mise en valeur.

Elle peut en outre effectuer toutes opérations commerciales et industrielles dans le domaine des produits viticoles ou similaires et équipements connexes, soit que la Société effectue elle-même ces opérations ou qu'elle les fait exécuter par l'intermédiaire de sociétés ou entreprises auxquelles elle est intéressée, directement ou indirectement ou encore par l'intermédiaire d'entreprises tierces.

La Société peut en outre accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, ainsi qu'à des tiers tous concours ou toutes assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

Elle peut en outre effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières et prêter tous services tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et encore accomplir toutes autres opérations à favoriser l'accomplissement de son objet social.»

Cinquième résolution

L'assemblée générale fixe la durée du mandat des administrateurs et des commissaires aux comptes à un an.

Sixième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'article 6 alinéa 2 et l'article dix des statuts sociaux auront dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 6. Alinéa 2.** Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale pour un terme d'une année. Ils sont rééligibles.»

«**Art. 10.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes. Ils sont nommés pour un terme d'une année. Ils sont rééligibles.»

Septième résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à cinq et celui des commissaires aux comptes à un.

Sont nommés aux fonctions d'administrateur:

- Monsieur Piero Antinori, administrateur de sociétés, demeurant à Florence (Italie);
- Madame Albiera Antinori, administrateur de sociétés, demeurant à Florence (Italie);
- Monsieur Nico Schaeffer, docteur en droit, demeurant à Luxembourg;
- Madame Emanuela Agustoni, avocat, demeurant à Lugano (Suisse);
- Monsieur Vincenzo Turano, administrateur de sociétés, demeurant à New York (Etats-Unis d'Amérique).

Est nommée commissaire aux comptes:

- UNIVERSALIA (FIDUCIAIRE) S.A., établie et ayant son siège social à Luxembourg.

Huitième résolution

L'assemblée générale décide de changer l'article 7 des statuts sociaux, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 7.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et accomplir tous les actes de disposition et d'administration nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non.

La Société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil d'administration.

Par dérogation, les opérations suivantes sont sujettes à l'accord de tous les membres du conseil d'administration et sont exécutées soit sous la signature conjointe de tous les administrateurs, soit sous la signature d'un ou de plusieurs administrateurs ou d'un ou de plusieurs fondés de pouvoir spéciaux nommés à cet effet par le conseil d'administration:

- 1) l'ouverture et la clôture de comptes bancaires;
- 2) les conventions ayant pour objet de contracter des prêts ou financements de toute nature, y compris les dépassements des lignes de crédit;
- 3) l'émission d'obligations ou de titres similaires;
- 4) l'émission, l'acceptation ou l'aval de lettres de change, billets à ordre ou autres papiers commerciaux;
- 5) la concession de prêts ou de financements de toute nature à des entreprises dans lesquelles la Société détient des participations ou même à des tiers;
- 6) la mainlevée d'hypothèques, de gages, de nantissements ou d'autres sûretés et garanties;
- 7) la disposition de participations et en général d'immobilisations corporelles ou financières.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de cet acte, s'élève approximativement à 40.000,- francs.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, l'assemblée a été close à 9.00 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: D. Martin, M. Gillardin, G. Hermann, C. Geiben, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 1997, vol. 95S, fol. 84, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 1997.

A. Schwachtgen.

(04208/230/136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

IMMO DEK S.A., Société Anonyme, (anc. IMMO DEK, S.à r.l.).

Siège social: L-8410 Steinfort, 41, route d'Arlon.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le trente et un décembre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

1) Madame Véronique Schortgen, sans profession, demeurant à B-Etalle, 41, rue de Sivry, ici représentée par Monsieur Luc Heyse, expert fiscal, demeurant à Steinfort, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg, le 17 décembre 1996.

La prédite procuration restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seule associée de la société à responsabilité limitée IMMO DEK, S.à r.l., avec siège social à L-Steinfort, constituée suivant acte notarié en date du 1^{er} juin 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, numéro 368 du 13 août 1993, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée décide de transformer la société à responsabilité limitée IMMO DEK, S.à r.l. en société anonyme, étant entendu que cette transformation n'est accompagnée ni d'un changement des bases essentielles du pacte social ni d'une prolongation de la durée de la Société.

Il résulte d'un certificat de Monsieur François David, réviseur d'entreprises, demeurant à Luxembourg, daté du 18 décembre 1996, que la valeur de la société à responsabilité limitée transformée est au moins égale au montant de son capital, soit cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000,- LUF).

Ce certificat conclut comme suit:

«La valeur de la société est de cinq cent mille francs (500.000,-) au moins, de sorte que le changement en société anonyme peut donc s'opérer.»

Les cent (100) parts sociales existantes sont échangées contre cent (100) actions de cinq mille francs luxembourgeois (5.000,- LUF).

Deuxième résolution

L'associée décide de procéder à une augmentation de capital social à concurrence de sept cent cinquante mille francs luxembourgeois (750.000,- LUF), pour porter le capital de son montant actuel de cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000,- LUF) à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF), par l'émission et la souscription de cent cinquante (150) actions nouvelles de cinq mille francs luxembourgeois (5.000,- LUF) chacune.

L'associé admet Monsieur Philippe Decker, agent immobilier, demeurant à B-Etalle, à la souscription des cent cinquante (150) actions nouvelles.

Souscription et libération

De l'accord de l'associé unique, les cent cinquante (150) actions nouvelles sont souscrites à l'instant même par Monsieur Philippe Decker, prénommé,

ici représenté par Monsieur Luc Heyse, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée le 17 décembre 1996.

Les cent cinquante (150) actions nouvelles ainsi souscrites sont entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de sept cent cinquante mille francs luxembourgeois (750.000,- LUF) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Troisième résolution

Ensuite, les associés décident de procéder à une refonte complète des statuts, lesquels auront désormais la teneur suivante:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de IMMO DEK S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Steinfort.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'exploitation d'une agence d'assurances, ainsi que d'une agence immobilière, comprenant notamment la location, l'achat et la vente, la gérance, la transformation et la promotion d'immeubles.

Elle a également pour objet:

- la location de véhicules automoteurs;
- l'entreprise de toitures;
- l'entreprise de tous travaux publics;
- l'entreprise de construction.

D'une façon générale, elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF), représenté par deux cent cinquante (250) actions d'une valeur nominale de cinq mille francs luxembourgeois (5.000,- LUF) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée; le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 10. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 13. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doive en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit le 3^e vendredi du mois de juin à 11.00 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Quatrième résolution

Les associés décident de procéder aux nominations statutaires suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois.

Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

- a) Monsieur Philippe Decker, agent immobilier, demeurant à B-Etalle;
- b) Madame Véronique Schortgen, sans profession, demeurant à B-Etalle;
- c) Monsieur Christian Gretsches, assureur, demeurant à Contern, 17, rue de la Forêt.

2) Est appelé aux fonctions de commissaire:

Monsieur Luc Heyse, expert fiscal, demeurant à Steinfort.

3) Le mandat des administrateurs et commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de deux mille deux.

Cinquième résolution

Les associés autorisent le Conseil d'Administration à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à Monsieur Philippe Decker, qui portera le titre d'administrateur-délégué.

Sixième résolution

Les associés décident que le siège social reste fixé à L-8410 Steinfort, 41, route d'Arlon.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de soixante mille francs luxembourgeois (60.000,- LUF).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. Heyse, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 1997, vol. 96S, fol. 5, case 7. – Reçu 7.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 1997.

F. Baden.

(04216/200/155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

PARTICLE DATA EUROPE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7247 Findel, 1A, route de Trèves.

R. C. Luxembourg B 24.105.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 16 janvier 1997, vol. 488, fol. 74, case 2, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 24 janvier 1997.

Pour la S.à r.l. PARTICLE DATA EUROPE
FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

(04244/503/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

NOMURA ADVISORY COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 24.080.

Le bilan au 31 mars 1996, enregistré à Luxembourg, le 22 janvier 1997, vol. 488, fol. 92, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 1997.

Pour NOMURA ADVISORY COMPANY S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
S. Wallers P. Frederic

(04242/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

PAFICO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.
R. C. Luxembourg B 44.037.

Les comptes annuels au 31 décembre 1993 et au 31 décembre 1994, enregistrés à Luxembourg, le 24 janvier 1997, vol. 488, fol. 100, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 1997.

PAFICO S.A.
FIDUCIAIRE MANACO S.A.
Signature

(04243/545/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

RESTAURANT TETELBIERG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4601 Differdange, 82, avenue de la Liberté.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 20 janvier 1997, enregistré à Esch-sur-Alzette en date du 21 janvier 1997, vol. 305, fol. 37, case 9:

que l'assemblée a accepté la démission du gérant technique Monsieur Kamel Megri.

A été nommé gérant technique de la préédite société Monsieur Mario Jorge Leandro Da Silva, commerçant, demeurant à L-4950 Bascharage, 1, avenue de Luxembourg.

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature du gérant technique, prénommé.

Differdange, le 23 janvier 1997.

Pour extrait conforme
R. Schuman
Le notaire

(04250/237/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 1997.

COMMERZBANK.

Wir laden unsere Aktionäre zu der am Freitag, dem 30. Mai 1997, 10.30 Uhr, in der Jahrhunderthalle Hoechst, Frankfurt am Main-Höchst, Pfaffenwiese, stattfindenden

ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

ein.

Tagesordnung:
(Kurzfassung)

1. Vorlage des festgestellten Jahresabschlusses und des Konzernabschlusses mit dem zusammengefassten Lagebericht der COMMERZBANK A.G. und des Konzerns für das Geschäftsjahr 1996 sowie des Berichts des Aufsichtsrats
2. Beschlussfassung über die Verwendung des Bilanzgewinns
Vorschlag: Dividende von DM 1,35 je Aktie im Nennbetrag von DM 5
3. Entlastung des Vorstands für das Geschäftsjahr 1996
4. Entlastung des Aufsichtsrats für das Geschäftsjahr 1996
5. Ermächtigung des Vorstands zur Erhöhung des Grundkapitals (genehmigtes Kapital) und Satzungsänderungen
Vorschlag: DM 200 Millionen, befristet bis 30. April 2002
6. Ermächtigung des Vorstands zur Erhöhung des Grundkapitals für die Ausgabe von Belegschaftsaktien (genehmigtes Kapital) und Satzungsänderung
Vorschlag: DM 50 Millionen, befristet bis 30. April 2002
7. Ermächtigung des Vorstands zur Ausgabe von Genussrechten
Vorschlag: DM 2 Milliarden, befristet bis 30. April 2002

8. Ermächtigung des Vorstands zur Ausgabe von Wandel- oder Optionsschuldverschreibungen, Beschlussfassung über bedingte Erhöhung des Grundkapitals und Satzungsänderung
Vorschlag: DM 1 Milliarde, befristet bis 30. April 2002; bedingtes Kapital DM 150 Millionen
9. Ermächtigung zum Erwerb eigener Aktien
Vorschlag: Ermächtigung, zum Zwecke des Wertpapierhandels bis zu 5 % des Grundkapitals eigene Aktien zu erwerben
10. Zustimmung der Hauptversammlung zu einem Unternehmensvertrag der COMMERZBANK Aktiengesellschaft mit einer Tochtergesellschaft
Vorschlag: Zustimmung zu dem Beherrschungs- und Gewinnabführungsvertrag, den die COMMERZBANK A.G. mit ihrer Tochtergesellschaft COBRA PROJEKT- UND OBJEKTMANAGEMENT, G.m.b.H. abgeschlossen hat
11. Ergänzungswahl zum Aufsichtsrat
Vorschlag: Herr Dr.-Ing. Dieter H. Vogel, Vorsitzender des Vorstands der THYSSEN A.G.
12. Wahl des Abschlussprüfers für das Geschäftsjahr 1997
Vorschlag: C&L DEUTSCHE REVISION Aktiengesellschaft, Wirtschaftsprüfungsgesellschaft.

Die ausführliche Fassung dieser Einladung steht den Aktionären bei der BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A. und der COMMERZBANK INTERNATIONAL S.A. zur Verfügung. Um an der Hauptversammlung teilnehmen zu können, werden die Aktionäre gebeten, ihre Aktien spätestens am 22. Mai 1997 an den Schaltern der BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A. oder der COMMERZBANK INTERNATIONAL S.A. zu hinterlegen.

Frankfurt am Main, im April 1997.
(01699/625/45)

COMMERZBANK, Aktiengesellschaft
Der Vorstand

PARTILIMMOB INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

RECTIFICATIF

A la page 30627 du Mémorial C N° 639 du 10 décembre 1996, il y a lieu de lire à l'intitulé: PARTILIMMOB INTERNATIONAL S.A., et le texte suivant:

Les soussignés:

1) La société anonyme CROMWELL HOLDING S.A., avec siège à L-2133 Luxembourg, 17, rue Nic. Martha, ici représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Georges Brimeyer, employé privé, demeurant à Fentange.

2) Monsieur Georges Brimeyer, préqualifié, en nom personnel.

Redressent comme suit une erreur matérielle dans la composition du Conseil d'Administration:

Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Philip Mark Croshaw, consultant, demeurant à Isle of Sark.

b) Monsieur Simon Peter Elmont, consultant, demeurant à Isle of Sark.

c) Monsieur James William Grassick, consultant, demeurant à Isle of Sark.

Est nommé commissaire aux comptes:

La société FIRI TREUHAND, G.m.b.H., avec siège à CH-6304 Zug, Chamerstrasse, 30.

Est nommé administrateur-délégué, Monsieur Philip Mark Croshaw, préqualifié, avec pouvoir d'engager la société par sa seule signature.

Luxembourg, le 9 octobre 1996.
(01672/207/20)

Signature.

BRA PORTFOLIO, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 52.182.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la BRA PORTFOLIO à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 2 mai 1997 à 15.00 heures à L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal, afin de délibérer sur les points suivants:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 janvier 1997
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Nominations statutaires.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès de:

. BR & ASSOCIES, BANQUIERS S.A., 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

. BANK VAN ROESELARE N.V., 38, Noordstraat, B-8800 Roeselare

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés.

I (01702/755/23)

Le Conseil d'Administration.

UNIPATENT HOLDING S.A., Société Anonyme.
R. C. Luxembourg B 23.391.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social à Luxembourg, le 9 mai 1997 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports de gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
5. Divers.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (01710/000/17)

Le Conseil d'Administration.

BOSTON INTERNATIONAL FUND I, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 42.216.

Notice is hereby given to the shareholders, that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders of BOSTON INTERNATIONAL FUND I will be held at the head office, 69, route d'Esch, Luxembourg, on May 9, 1997 at 3.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Auditor;
2. Approval of the Statement of Assets and Liabilities and of the Statement of Operations as at December 31, 1996; Appropriation of the results;
3. Discharge to the Directors;
4. Statutory Appointments;
5. Miscellaneous.

The Shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

In order to attend the meeting of BOSTON INTERNATIONAL FUND I the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting with BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

I (01748/584/23)

The Board of Directors.

BOSTON INTERNATIONAL FUND II, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 41.963.

Notice is hereby given to the shareholders, that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders of BOSTON INTERNATIONAL FUND II will be held at the head office, 69, route d'Esch, Luxembourg, on May 9, 1997 at 10.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Auditor;
2. Approval of the Statement of Assets and Liabilities and of the Statement of Operations as at December 31, 1996; Appropriation of the results;
3. Discharge to the Directors;
4. Statutory Appointments;
5. Miscellaneous.

The Shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

In order to attend the meeting of BOSTON INTERNATIONAL FUND II the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting with BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

I (01749/584/23)

The Board of Directors.

CIFCO, Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.
R. C. Luxembourg B 14.650.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo, le vendredi 9 mai 1997, à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1) Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clôturé au 31 décembre 1996.
- 2) Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996.
- 3) Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
- 4) Affectation des résultats.
- 5) Nominations statutaires.
- 6) Divers.

I (01403/546/19)

Le Conseil d'Administration.

DUBAI GROUP INC. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 18.477.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 12 mai 1997 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a) Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1996.
- b) Rapport du Commissaire de Surveillance.
- c) Lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1996.
- d) Affectation du résultat.
- e) Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire de Surveillance.
- f) Divers.

I (01443/045/17)

Le Conseil d'Administration.

THIRA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.
R. C. Luxembourg B 13.498.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à une

ASSEMBLEE GENERALE

qui aura lieu le jeudi 9 mai 1997 à 10.00 heures à Luxembourg, 16, allée Marconi, avec l'ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des Comptes Annuels au 31 décembre 1996;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales;
6. Divers.

I (01145/504/17)

Le Conseil d'Administration.

REINVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3b, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 18.217.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société REINVEST S.A., Société Anonyme qui se tiendra le 12 mai 1997 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1996;
- Affectation du résultat au 31 décembre 1996;

- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

I (01644/531/18)

Le Conseil d'Administration.

ELLENA, Société Anonyme.

Siège social: L-9237 Diekirch, 3, place Guillaume.
R. C. Luxembourg B 19.973.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

statuant sur l'exercice 1995 et à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le lundi 20 mai 1997 à 14.00 heures au siège social, à Diekirch, 3, place Guillaume, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1) Rapport du Conseil d'Administration; approbation.
- 2) Rapport du commissaire; approbation.
- 3) Approbation des comptes annuels 1995; décharge aux administrateurs et commissaire.
- 4) Affectation du résultat 1995.
- 5) Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
- 6) Démission et remplacement des administrateurs.
- 7) Modification de l'article 3 des statuts.
- 8) Divers.

I (01674/591/22)

COMPAGNIE FINANCIERE DE WINTGER S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 53.319.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

de la COMPAGNIE FINANCIERE DE WINTGER S.A., Société Anonyme qui se tiendra le jeudi 15 mai 1997 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996 et affectation des résultats.
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (01663/009/18)

Le Conseil d'Administration.

RMF UMBRELLA, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
H. R. Luxemburg B 53.150.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 9. Mai 1997 um 11.00 Uhr in Luxemburg am Gesellschaftssitz mit folgender Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Berichtes des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebnisuweisung per 31. Dezember 1996
3. Beschlussfassung über die Entlastung des Verwaltungsrates
4. Neuwahlen
5. Verschiedenes.

Um an der Generalversammlung teilnehmen zu können, werden die Aktionäre gebeten, ihre Aktien fünf Arbeitstage vor der Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft oder bei der BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg zu hinterlegen.

I (01747/584/20)

Der Verwaltungsrat.

INTER MULTI INVESTMENT, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 31.217.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 12 mai 1997 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Dissolution des compartiments Privatisations Internationales Invest et Telecom Invest sans liquidation.
2. Mandat au conseil d'administration d'apporter l'actif net du compartiment Privatisations Internationales Invest au compartiment Opportunités Internationales Invest d'Inter Multi Investment et d'apporter l'actif net du compartiment Telecom Invest au compartiment Global d'Inter Strategie, une société d'investissement à capital variable ayant son siège social à Luxembourg.
3. Autorisation à donner au conseil d'administration:
 - . de recevoir en contrepartie de l'actif net du compartiment Inter Multi Investment Privatisations Internationales Invest apporté à Inter Multi Investment Opportunités Internationales Invest, des actions du compartiment Inter Multi Investment Opportunités Internationales Invest sur base de la valeur nette d'inventaire des actions Inter Multi Investment Opportunités Internationales Invest au 19 juin 1997 et d'échanger lesdites actions Inter Multi Investment Privatisations Internationales Invest contre les actions existantes Inter Multi Investment Opportunités Internationales Invest.
 - . de recevoir en contrepartie de l'actif net du compartiment Inter Multi Investment Telecom Invest apporté à Inter Strategie Global, des actions du compartiment Inter Strategie Global sur base de la valeur nette d'inventaire des actions Inter Strategie Global au 19 juin 1997 et d'échanger lesdites actions Inter Multi Investment Telecom contre les actions existantes Inter Strategie Global.
4. Divers.

L'assemblée générale délibérera sans quorum de présence et les décisions sur les points à l'ordre du jour seront prises à la majorité simple des actions présentes et/ou représentées.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur sont informés que leur admission à l'assemblée générale est subordonnée au dépôt de leurs actions auprès de la BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A., contre un reçu à envoyer au siège de la société au moins cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée.

I (01703/755/33)

Pour le Conseil d'Administration.

LAVONI HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 40.333.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 13 mai 1997 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1- Rapport de gestion du Conseil d'Administration et Rapport du Commissaire aux Comptes pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1996.
- 2- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996.
- 3- Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
- 4- Divers.

I (01649/696/15)

Le Conseil d'Administration.

EDIFINVEST HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 39.898.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 mai 1997 à 15.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et Rapport du Commissaire aux Comptes pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1996.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

II (01425/696/16)

Le Conseil d'Administration.

TILSIT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, rue des Foyers.
R. C. Luxembourg B 50.603.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 5 mai 1997 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1996.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Pour assister à cette assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres au siège social cinq jours avant l'assemblée.

II (00721/502/17)

DHERCO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 33.654.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 2 mai 1997 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation du résultat au 31 décembre 1996;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Réélection des administrateurs et du commissaire;
5. Divers.

II (01113/660/15)

Le Conseil d'Administration.

NESTOR S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons-Malades.
R. C. Luxembourg B 13.183.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 mai 1997 à 15.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et attribution du résultat au 31 décembre 1996.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.

II (01321/521/14)

Le Conseil d'Administration.

AGRIPINA S.A. HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 17.763.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

de AGRIPINA S.A. HOLDING, Société Anonyme qui se tiendra le lundi 5 mai 1997 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (01340/009/18)

Le Conseil d'Administration.

P AND E HOLDING COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 19.638.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

de P AND E HOLDING COMPANY S.A., Société Anonyme qui se tiendra le lundi 5 mai 1997 à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (01341/009/18)

Le Conseil d'Administration.

JANDIA WESTERLAND S.A., Aktien Holdinggesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
H. R. Luxemburg B 13.367.

Die Aktionäre sind gebeten, an der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

teilzunehmen, welche am 5. Mai 1997 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz stattfindet, um über folgende Tagesordnung zu beraten:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates bezüglich das Geschäftsjahr 1995 sowie Bericht des Prüfungskommissars
2. Vorlage der Jahresbilanz, der Gewinn- und Verlustrechnung sowie der Anlagen per 31. Dezember 1995
3. Verwendung des Jahresresultates und Entlastung des Verwaltungsrates sowie des Prüfungskommissars
4. Verschiedenes.

Luxemburg, den 3. April 1997.

II (01352/535/17)

Der Verwaltungsrat.

MECDINVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 41, boulevard de Verdun.
R. C. Luxembourg B 21.265.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le vendredi 2 mai 1997 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
- Rapport du Commissaire aux Comptes.
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1996 et affectation des résultats.
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (01390/009/17)

Le Conseil d'Administration.